

Protection sociale

Ce sont EUX

les FRAUDEURS !



Le 15 novembre, Sarkozy a une fois de plus voulu faire porter la responsabilité des difficultés de la protection sociale sur les salariés.

Le candidat-président Sarkozy était en déplacement à Bordeaux le 15 novembre dernier, avec pour thème central de son discours, la chasse aux pseudo-fraudeurs de la Sécurité sociale et à tous les salariés, qu'ils soient du privé ou du public, qui abuseraient des arrêts maladie. Tous montrés du doigt et même mis au ban de la République : « *Voler la Sécurité sociale, c'est trahir la confiance de tous les Français, c'est la plus terrible et la plus insidieuse des trahisons de l'esprit de 1945, c'est la fraude qui mine les fondements mêmes de la République sociale.* » Pour Sarkozy, le Medef, nous sommes tous potentiellement des

fainéants, des voleurs, des fraudeurs car nous sommes tous et toutes susceptibles de devoir nous arrêter en raison des conditions de vie et de travail dégradées !

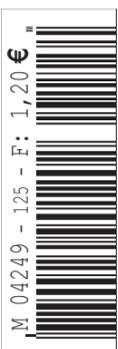
UNE VIEILLE RENGAINE

Le thème de la fraude sociale n'est pas nouveau, il est même récurrent depuis 2007. La fraude aux prestations sociales était comprise entre 540 et 808 millions d'euros en 2009 (beaucoup moins cette année) sur 60 milliards de prestations versées, soit une fraude représentant environ 1% des sommes versées. Les

chiffres avancés par Sarkozy et sa clique sont purement et simplement fantaisistes.

C'est au nom de cette lutte contre la fraude sociale que le gouvernement a proposé l'instauration d'un quatrième jour de carence dans le secteur privé et d'un premier jour de carence pour les fonctionnaires. Dans le privé, sans accord d'entreprise spécifique, un salarié qui tomberait malade perdrait quatre jours de salaire, donc au moins 15% de son revenu mensuel. Une nouvelle fois, les malades devront payer. Selon Xavier Bertrand, cette mesure rapporterait 280 millions d'euros et mettrait un frein à la fraude

SUITE PAGE 2



20 ديمقراطية
+ΣΗΣΗΣ
كرامة

REGARDS
Entretien avec Aziz Hmoudane du Mouvement
du 20 février. Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5

INTERNATIONAL

États espagnols,
victoire de la
droite, horizon
de crise majeure.
Page 9

Agenda

26 novembre, Égypte, manifestation Paris. Tous ensemble, citoyens égyptiens et solidaires de la révolution égyptienne et arabe contre la répression militaire. RV à 15 heures à Ménilmontant.

26 novembre, prostitution, Perthus. Dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Collectif Droits des Femmes 66 (Apex, Asti, Attac, Ass. des Femmes, CGT Ferc, EÉLV, Femmes solidaires, FSU, LDH, MRAP, NPA, PCF, PG, PS, Solidaires) co-organise avec l'association féministe barcelonaise Dones d'Enllac une action contre le système prostituteur au Perthus, à quelques kilomètres de La Jonquera, où a été inauguré cette année le bordel «le plus grand d'Europe»! Cette action est soutenue par CATW, Collectif Femmes-Mixité CGT 13, Collectif Midi-Pyrénées Droits des femmes, Comité de vigilance pour les droits des femmes de Montpellier, Marche mondiale des femmes 31, AMD66, Mix Cité 31, Réseau méditerranéen contre la traite des Femmes, Le Mouvement du Nid et l'Amicale du Nid. RV à 11 heures à l'ancien poste frontière du Perthus.

29 novembre, Roms, Bobigny. Pour faire face à la politique du gouvernement contre les Roms, une opération est organisée: «Un tramway pour les droits de l'homme, contre les discriminations et le racisme». Des Roms et leurs soutiens prendront la ligne T1 du tramway et alerteront les passagers sur le non-respect de leurs droits et leurs revendications. Comme le problème fondamental est bel et bien celui des expulsions, avec ou sans tramway... ce tramway solidaire nous conduira à un rassemblement devant la préfecture de Bobigny, pour y faire entendre nos revendications. RV à 9 heures à l'arrêt du tram T1 Marché de Saint-Denis et tout le long de la ligne, puis à 12 heures devant la préfecture de Bobigny.

1^{er} décembre, Sida, manifestation, Paris. À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida, une manifestation est organisée sur le thème «Sida 2012 : Battre la campagne!» RV à 18h30 à Bastille.

2 décembre, rencontre-débat, librairie La Brèche, Paris. À l'occasion de la parution du livre *Répression et discrimination syndicales* de la Fondation Copernic aux éditions Syllepse, rencontre avec les auteurs. RV à 18h30, librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e (M^o Daumesnil).

3 décembre, soirée-débat NPA, Ivry. Débats et soirée anticapitalistes «Il y a dix ans... la crise vue d'Argentine» et «Aujourd'hui... Quelles réponses anticapitalistes à la crise?» avec Alain Krivine. RV à partir de 16h30, Maison de la citoyenneté, 25, rue Jean-Jacques-Rousseau, Ivry-sur-Seine.

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



CE SONT EUX LES FRAUDEURS

SUITE DE LA PAGE 1

aux arrêts maladie. Par ailleurs, il faut savoir que les fraudes aux arrêts de travail font l'objet depuis 2002 d'un suivi constant et que les contrôles sont de plus en plus nombreux et systématiques pour les arrêts de plus de 45 jours. En 2008, la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) a constaté 169 000 cas «injustifiés», sur plusieurs millions de salariés ayant eu un arrêt maladie. Pas vraiment de quoi ruiner le pays!

LES VRAIS DÉLINQUANTS

Tout cela représente bien peu face, par exemple, à la fraude opérée par les patrons. En effet, 80% des fraudes sociales sont le fait des employeurs. Soit 8 à 15,6 milliards d'euros qui passent sous le nez de la Sécurité sociale. Dans la majeure partie des cas, c'est volontairement que les patrons ne paient pas leurs cotisations - de 6,4 à 12,4 milliards - et pour 2,2 milliards, cela relèverait d'une erreur ou d'une omission dans le calcul des cotisations... Sans oublier que de nombreux accidents du travail

et maladies professionnelles ne sont pas déclarés comme tels par les salariés, sous la pression de leurs employeurs, et sont pris en charge par l'assurance maladie en lieu et place de la branche spécifique de la Sécu, financée par les seules entreprises. Il en coûte chaque année entre 600 millions et 1,1 milliard d'euros à la caisse d'assurance maladie. Ce ne sont donc pas les salariéEs et/ou les immigréEs les voleurs mais bel et bien le patronat. Et Sarkozy oublie aussi d'autres voleurs, ceux et celles qui fraudent les impôts. En effet, la fraude fiscale représente selon la Commission européenne 2 à 2,5% du PIB, soit 40 à 50 milliards d'euros. Mais pour lutter contre cette fraude-là, le gouvernement ne fait évidemment rien!

TOUJOURS L'AUSTÉRITÉ

Ces discours ne servent qu'à justifier les mesures d'austérité supplémentaires qui vont frapper les salariéEs, les retraitéEs et les chômeurEs. Et ce qui se prépare à travers l'annonce d'une réforme du

financement de la protection sociale n'est que la casse du système français, dont Nicolas Sarkozy se prétend le protecteur. Comme cela avait été le cas pour la réforme des retraites, il promet une concertation avec la création d'un conseil supérieur du financement de la protection sociale, mais ses choix sont déjà faits. Il s'agit de peser sur «le coût du travail», qui aurait augmenté plus en France qu'en Allemagne. Et d'évoquer le recours à l'impôt pour abaisser les cotisations sociales. C'est le contraire qu'il faut imposer. Récupérer la part de PIB que nous avons perdue au profit du capital en défendant des mesures anticapitalistes: en finir avec les exonérations patronales, lutter concrètement contre le chômage en imposant le droit à l'emploi. Créer massivement des postes dans les services publics, interdire les licenciements: voilà qui approvisionnerait de façon substantielle les caisses de la Sécurité sociale.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Sarah Benichou

MAROC: «Le mouvement continuera jusqu'à la satisfaction de ses revendications!»

Entretien avec Aziz Hmoudane, un militant du Mouvement du 20 février à Paris.



Que s'est-il passé le 20 février 2011 au Maroc? Pourquoi ton mouvement porte-t-il ce nom?

Une plateforme de revendications a été publiée et a circulé sur Facebook, comme dans les révolutions tunisienne et égyptienne appelant à manifester le 20 février. Cette plateforme reposait sur plusieurs axes: justice économique et sociale, respect culturel (notamment reconnaissance de l'identité Tamazight), respect des droits fondamentaux comme l'égalité entre hommes et femmes, la démocratie réelle, une Constitution reconnaissant la souveraineté du peuple

marocain et la séparation des pouvoirs. Comme on l'a vu dans la rue, cet appel a su rassembler les jeunes et les moins jeunes. J'étais à Casa ce jour-là, on était bien 5000 dans la rue. Il y a eu des manifs dans tous les grandes villes du pays. Plusieurs organisations ont soutenu cet appel dès le début, leurs militants s'y sont investis de toutes leurs forces. Cela a favorisé son audience. Depuis, le mouvement se développe et ne s'arrête plus. La revendication-phare c'est la démocratie mais, si on lit bien cette lutte, le mouvement est bien plus profond que cela et la question sociale est très présente: dans les manifs, les pancartes sur le logement, l'éducation, le chômage sont très très présentes. C'est assez significatif, un des slogans repris partout est: «Séparation entre le pouvoir et la richesse!» Les gens ne veulent plus du pouvoir de l'argent, ce slogan est utilisé dans deux sens: «Ce ne sont pas aux riches de nous diriger» et «Répartition des richesses!» (le roi est milliardaire et est un véritable homme d'affaires). Enfin, ce mouvement revendique la démocratie mais la construit aussi en même temps. Il n'y a pas de coalition d'organisations qui décide pour tout le monde, mais des assemblées générales toutes les semaines, dans les grandes villes marocaines, où chacun peut soumettre ses idées pour développer le mouvement et où les décisions sont prises collectivement. Elles rassemblent entre 200 et 300 personnes tous les mercredis à Casa. Seul un Collectif national d'appui (CNA) existe pour soutenir et aider au développement de la mobilisation.

C'est l'élan révolutionnaire tunisieno-égyptien qui a fait se lever les Marocains?

Oui et non. Oui, parce que dans le contexte international, spécifiquement régional, à l'instar des mouvements populaires contre les despotes Ben Ali et Mubarak, le peuple marocain a été inspiré et a su se mobiliser. Non, parce que ce mouvement a une très longue histoire derrière lui, qui date du lendemain de la pseudo-indépendance et s'appuie sur des structures militantes très dynamiques depuis plusieurs années. En 1962 déjà, les partis, progressistes, on va dire, comme les nationalistes et autres, revendiquaient une Constituante pour une démocratie au Maroc. Elle a toujours été repoussée: la bataille pour la démocratie, c'est une très vieille histoire! Les processus révolutionnaires dans le monde arabe ont permis au mouvement marocain de surgir publiquement et de s'amplifier mais l'élan était bien antérieur. Depuis plusieurs années, il y avait des «coordinations contre la vie chère» dans différentes villes et le Mouvement pour les droits humains (MDH) est aussi très ancien et dynamique (il existe aussi à l'étranger, en solidarité avec les prisonniers politiques marocains par exemple).

L'actualité pour votre mouvement tourne autour de la répression et du boycott des élections (pour renouveler les deux Chambres des représentants), c'était les deux thèmes de votre rassemblement à Paris

samedi dernier. Peux-tu nous en dire un peu plus?

Le mouvement ne boycotte pas pour le plaisir de boycotter (les élections du 25 novembre) mais parce que le projet de Constitution renforce les pouvoirs du roi. C'est une tromperie pour les Marocains! Les réformatrices du roi pour faire plaisir aux puissances occidentales et brouiller les cartes, ça ne passe plus! D'ailleurs, on n'a qu'à regarder l'attitude des prétendues démocraties: au dernier référendum, le oui l'a emporté à près de 98%, résultat digne d'une dictature et ces pays ont tous applaudi! Nous appelons au boycott des élections parce que nous voulons une Constituante, pas simplement changer de représentants au Parlement! Nous voulons une démocratie réelle, une constitution qui intègre la souveraineté du peuple. À travers ces élections, le régime veut dire au monde et aux Marocains qu'il est légitime: il craint vraiment une faible participation. Le pouvoir a donc très peur, et il réprime. La répression s'accroît depuis plusieurs semaines car c'est celle d'un pouvoir despotique: alors que le pouvoir et son fonctionnement sont menacés par notre mouvement, les coups pleuvent. Ils ont arrêté un jeune rappeur, El Haked (l'Enragé) qui se revendiquait du mouvement: la solidarité est grande avec lui, dans son quartier, à Casa, les gens se mobilisent, ses chansons sont reprises dans les rues par les manifestants. Il est en détention provisoire depuis deux mois, ils ne l'ont même pas jugé parce qu'ils savent que le dossier n'est pas solide et que cela créerait une mobilisation importante car des manifestations de soutien ont déjà été organisées à Casa. Il y a beaucoup de prisonniers politiques depuis ces dernières semaines. La police procède à de nombreuses arrestations dans les maisons mais aussi dans la rue, attrapant et enfermant les gens qui distribuent des tracts du mouvement. Ils ciblent les arrestations, ils veulent faire peur et désorganiser. Aujourd'hui menacé, le régime n'hésite pas à instrumentaliser la misère contre le mouvement: il fait appel à ceux que l'ont appelle des bataljiya, des jeunes très pauvres et sans principes qui sont achetés par le pouvoir pour taper sur les manifestants et les militants, pour les intimider. Aujourd'hui, le peuple marocain s'est levé et n'accepte plus les vieilles règles du jeu: on l'a vu d'ailleurs lors du référendum sur la Constitution en juillet dernier car nombre de Marocains ont répondu à l'appel au boycott du scrutin lancé par le Mouvement du 20 février et le CDT (2^e syndicat au Maroc). Heureusement, la vie politique et le mouvement social sont anciens, ancrés et très dynamiques depuis des années, malgré la répression. C'est ça qui fait se lever ce mouvement aujourd'hui et met le pouvoir en difficulté profonde.

Que pouvons-nous faire en France pour soutenir le mouvement?

Ici, le mouvement est organisé comme là-bas: nous fonctionnons par assemblées générales toutes les semaines le jeudi soir à la Bourse du travail de Paris, rue Charlot. Tout le monde peut venir. Mais surtout, il faut en parler. Ne pas laisser la propagande du régime se rendre audible. Le pouvoir a très peur de l'opinion publique internationale pour protéger le tourisme et les investissements étrangers. Les forces démocratiques françaises ont aidé depuis longtemps le mouvement marocain, cela doit continuer et se renforcer aujourd'hui. La solidarité avec les prisonniers et le mouvement doit être permanente. C'est grâce à cette solidarité internationale qu'Hassan II avait dû libérer les prisonniers politiques en 1994. Il faut reprendre ces habitudes-là aujourd'hui car le mouvement continuera jusqu'à la satisfaction de ses revendications de liberté, de dignité, de démocratie et de justice sociale!

Pour info, la page facebook du mouvement fr-fr.facebook.com/Movement20

Sarkozy veut encore nous faire les poches



Par Robert Pelletier

LICENCIEMENTS : QUAND LE GOUVERNEMENT FAIT LE SAV DES PATRONS

J eudi 17, lors d'un discours à l'occasion du 3^e anniversaire du Fonds stratégique d'investissement, Sarkozy déclarait qu'il n'y aurait « pas de plan social chez PSA ». Il ajoutait que les quelque « 2 000 salariés du groupe les plus directement concernés par ce projet ser[ai]ent tous reclassés ». Selon lui, « l'emploi ne doit pas être la variable d'ajustement » des plans de restructuration des entreprises et « J'ajoute qu'il est hors de question que PSA réduise ses dépenses de recherche en France. Je souhaite au contraire qu'elles puissent encore s'accroître ». Dès le lendemain, PSA annonçait la fermeture de sites de production de deux-roues avec 200 suppressions d'emplois venant s'ajouter aux 5 000 déjà annoncés dans le groupe. Dans la même semaine, ce sont les banques qui annonçaient l'envoi au guichet Pôle Emploi de plusieurs centaines de salariés. 600 suppressions de postes à la Société Générale, 373 à BNP Paribas en attendant les annonces de Citigroup et d'UBS, le Crédit Lyonnais sortant d'un plan de 3 500 suppressions sur trois ans. Et même le si chouchouté secteur nucléaire s'y met avec l'annonce de près de 3 000 emplois supprimés dont plus de 1 000 en France. Lors de la fermeture du site sidérurgique de Gandrange (Moselle) en 2007, Sarkozy déclarait : « L'État préfère investir pour moderniser le site plutôt que de payer de l'argent pour accompagner des gens soit en préretraite, soit au chômage [...] ». Nous sommes prêts à mettre de l'argent pour faire des investissements qui auraient dû être faits depuis longtemps ! » Pour Areva aujourd'hui, le discours gouvernemental est le même : « Aucune suppression d'emploi n'est prévue en France chez Areva. La filière nucléaire et l'ensemble de ses salariés et sous-traitants est entièrement mobilisée pour maintenir le leadership de la France dans le domaine de l'énergie nucléaire », vient de déclarer Eric Besson.

La crise économique dans laquelle s'enfonce le système ne laisse aucun répit et exige des gouvernements aux ordres. Les suppressions d'emplois sont le deuxième volet d'une politique antisociale qui s'attaque violemment à tout le système de protection sociale.

« **F**rauder la Sécu, c'est la pire et la plus insidieuse des trahisons de l'esprit de 1945 [...] Voler la Sécurité sociale, c'est trahir la confiance de tous les Français. » C'est en ces termes que Nicolas Sarkozy justifie ses nouvelles mesures antisociales. Dans la nuit du mardi 15 novembre, les députés ont décidé de sanctionner les malades en instaurant une journée de carence pour les salariés de la fonction publique et une quatrième journée pour les salariés du privé. Cette dernière mesure aurait pour conséquence, par exemple, d'amputer le revenu d'un salarié payé au Smic, de 150 euros environ.

Dès le lendemain, le ministre de la recherche et de l'Enseignement supérieur s'empressait de déclarer : « Si jamais, quand vous tombez malade, cela n'a aucun impact sur votre indemnité et votre salaire, ce n'est pas très responsabilisant. Du coup, on a un peu l'impression que la Sécurité sociale est quelque chose sur lequel on peut tirer sans qu'il y ait un impact ». Wauquiez semble oublier que la Sécurité sociale est principalement financée par nos salaires et que son but est justement de permettre aux salariés de s'arrêter lorsqu'ils sont malades, tout en étant payés ! Une fois de plus, au nom de leur dette, le gouvernement entend faire payer aux salariés le prix fort. Accusés d'être abusivement malades, ils doivent à nouveau subir des régressions de leurs droits en matière de protection sociale.

Cette mesure devait rapporter 200 millions d'euros, dont 130

millions pour l'État, alors que les employeurs, qui ne sont aucunement inquiétés, ont à leur actif quelque 16 milliards de cotisations patronales et salariales non versées. Et cela sans compter les 30 milliards d'exonération de cotisations sociales dont ont encore bénéficié les entreprises en 2010. Pour chasser « les voleurs de la Sécu », le ministre du Travail et de la Santé, Xavier Bertrand, a également confirmé son intention d'imposer une amende aux malades dont l'arrêt maladie serait jugé abusif par le médecin conseil de la Sécurité sociale. Une autre mesure injuste qui porte atteinte aux droits sociaux et tend à ignorer et isoler la question des conditions de travail qui se dégradent de plus en plus. Et c'est encore la politique de suspicion à l'encontre des médecins généralistes accusés d'octroyer des arrêts de travail injustifiés. Mais, le 22 novembre, coup de théâtre, Fillon annonce qu'il est prêt à revenir sur le 4^e jour de carence dans le privé, à condition de trouver les 200 millions ailleurs. Il aurait été sensible à l'argument selon lequel 35% des salariés du privé non couverts par des accords collectifs auraient été touchés. On peut se demander si l'argument du Medef qui reprochait au gouvernement le manque de concertation et la déclaration de Parisot soulignant que cela allait « coûter 200 millions d'euros aux entreprises » ne l'ont pas davantage touché...

FAIRE PAYER LES CHÔMEURS
Wauquiez, encore lui, déclarait



il y a quelques semaines que la France souffrait du « cancer de l'assistanat ». Dans cette lignée, les bénéficiaires du RSA accusés de profiter indument d'avantages sociaux vont se voir imposer sept heures de travail par semaine. Cela devrait débiter au mois de décembre de cette année dans onze départements pilotes. Si les bénéficiaires du RSA refusent, ils pourraient subir des sanctions financières, et donc voir leur seul revenu baisser... Il est clair pour Nicolas Sarkozy qu'il faut en effet « mériter ce salaire » : une personne seule touche 466 euros net par mois au titre du RSA et un couple avec un enfant 840 euros ! Que l'on « me comprenne bien, dit-il, ce n'est pas pour punir, c'est au contraire pour respecter, pour redonner de la dignité, on n'a pas de dignité quand on ne peut survivre qu'en tendant la main ». Pour le NPA, il s'agit une fois de plus de punir et

- FAUSQUEZ -
stigmatiser les plus défavorisés, condamnés au chômage par le fait du gouvernement lui-même. Et nous savons déjà que les attaques ne vont pas s'arrêter là. L'UMP concocte son projet pour 2012 qui selon le Parisien devrait reprendre l'idée du numéro deux de l'UMP, Hervé Novelli, « de supprimer définitivement les 35 heures en laissant aux partenaires sociaux le soin de fixer la durée du temps de travail, branche par branche ».

C'est la politique du gouvernement qui crée « le déficit » de la Sécu et « le déficit » de l'État et dont les seules « solutions » seraient de dépouiller toujours plus la population. Le NPA appelle à l'unité la plus large pour faire échec à cette politique de destruction des droits sociaux les plus élémentaires.

Sylviane Charles,

Vers la privatisation de l'école publique ?

Les syndicats de l'enseignement appellent à la grève le 15 décembre prochain pour s'opposer au nouveau projet de réforme de Chatel. Les changements dans les évaluations des enseignantEs sont une nouvelle tentative d'aligner l'école publique sur le privé.

Cette fois, ce ne sont plus seulement les propositions de l'UMP pour l'après-2012 (voir *Tout est à nous!* n°124) qui menacent l'école et ses personnels. C'est un projet gouvernemental qui pourrait s'appliquer très vite. En premier lieu, il répond à la politique d'austérité agressive que développent Sarkozy et Fillon : l'avancement se ferait à l'ancienneté (c'est-à-dire au rythme le plus lent) pour tous les professeurEs des lycées et collèges dès la rentrée 2012, et jusqu'en 2015. Il s'agit ni plus ni moins que d'une baisse des salaires (préluant à d'autres sans doute). Puis, à partir de 2015, les chefs d'établissement décideraient quelEs enseignantEs auraient une rémunération supérieure aux autres.

On arrive là à l'essentiel du projet Chatel : l'évaluation des professeurEs par les proviseurs des lycées et principaux des collèges. Les chefs d'établissement jugeraient le travail des enseignantEs dans toutes ses dimensions, y compris la pédagogie et le contenu scientifique de leur travail alors qu'ils n'ont pas de formation en la matière ! Cette appréciation déterminerait l'avancement plus ou moins rapide dans la carrière des personnels, avec des conséquences financières importantes. Cela confirme d'ailleurs le peu d'intérêt que porte le ministère à la qualification des enseignantEs, comme on l'a déjà vu lorsqu'il a bradé leur formation professionnelle.

Le sens de cette réforme est clairement de faire évoluer l'école vers les méthodes du privé. Derrière

ce projet de Chatel se profile le recrutement des professeurEs par les proviseurs et principaux. Avec une extension prévisible pour les instits. Cette méthode est déjà expérimentée dans des dizaines de collèges (baptisés des initiales Clair). Si elle s'imposait, comme c'est déjà le cas ailleurs en Europe ou aux États-Unis, ce serait la fin de l'école publique et l'institutionnalisation de l'inégalité entre les élèves. La fin de l'indispensable indépendance de l'enseignant, essentielle pour la liberté pédagogique, dans l'intérêt des élèves. Cela signifierait aussi l'affaiblissement d'un secteur qui a marqué ces dernières années par ses luttes et son syndicalisme encore puissant. On voit bien tout l'intérêt pour la bourgeoisie française. C'est pourquoi la riposte à ces projets est

essentielle. Même si, par ailleurs, nous ne défendons pas la méthode d'évaluation actuelle, avec l'inspection, institution réactionnaire, inefficace et honnie des personnels. Mais l'évolution proposée par Chatel serait catastrophique. Les organisations syndicales l'ont compris qui, dans l'unité la plus large, appellent à la grève le jeudi 15 décembre. Cette date paraît tardive, à la veille des vacances de Noël. Pourtant, il convient que la grève soit extrêmement massive. Elle ne doit pas être sans lendemain car une défaite dans cette affaire serait une défaite, non seulement pour le milieu enseignant, mais pour tous les travailleurs, attachés à la défense du service public d'Éducation.

Robert Noirel

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

« Démocratie réelle, maintenant »

Au moment où les marchés financiers font et défont les gouvernements, seules des luttes massives pourront imposer une vraie démocratie.

Le slogan des IndignéEs espagnolEs est plus que jamais d'une actualité brûlante au moment où les dirigeants européens viennent de montrer jusqu'ou ils peuvent aller dans le mépris de la démocratie.

En octobre, l'annonce d'un référendum par Papandréou faisait chuter toutes les Bourses. Alors que l'on demande chaque jour l'avis des marchés financiers, la simple idée de consulter le peuple grec était jugée « irresponsable ». Convoqué et sermonné par Merkel et Sarkozy au G20, Papandréou, usé jusqu'à la corde par sa politique antisociale, a donc remballé son référendum et laissé la place à un gouvernement d'union nationale incluant l'extrême droite, le LAOS (Rassemblement populaire orthodoxe), violemment anti-immigrés et nostalgique de la dictature des colonels. À bon entendre, salut... Le peuple grec, dont la révolte contre l'austérité est de plus en plus profonde, est ainsi sommé de se résigner. Et le journal *le Monde* (du 20/11) de titrer en toute franchise: « La Grèce dévoile un projet de budget 2012 élaboré sous la tutelle du FMI et de l'Europe. » Car ce qu'ils osent appeler l'Europe, c'est la troïka BCE-FMI-Commission européenne qui s'est installée à demeure à Athènes.

En Italie, Berlusconi a de même été chassé, ni par la rue, ni par les urnes, ni par les juges, mais par les marchés financiers. Gauche parlementaire et droite berlusconienne se sont entendues là aussi sur un gouvernement d'union nationale, composé de technocrates, béni par la « Merkozy » et la finance.

Ces deux nouveaux gouvernements sont présidés par des anciens de Goldman Sachs, l'un, Papademos, ancien vice-président de la BCE, l'autre, Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence. Le pouvoir de la finance capitaliste sur les États ne se cache plus !

Les luttes pour une démocratie réelle et contre la crise capitaliste sont bien indissociables.

Il faut pour cela ruiner le pouvoir de la finance. Ce qui ne peut être fait qu'en imposant l'annulation des dettes qui ruinent les États et les soumettent aux grands groupes financiers. Il faut saisir ces groupes, sans indemnité ni rachat, pour constituer un monopole financier public. Placé sous le contrôle des travailleurs et de la population, il permettrait de transformer l'économie et d'engager une révolution sociale et écologique. C'est une telle mesure qui donnerait un sens à l'idée de « démocratie réelle » !

Seules des mobilisations sociales massives peuvent inventer, et imposer, une telle démocratie. Déjà, en Grèce, parmi les travailleurs et citoyens qui se révoltent contre l'austérité, certains s'organisent pour mettre en procès la dette publique. Des IndignéEs espagnolEs s'organisent pour empêcher l'expulsion des familles surendettées de leurs logements. En France, comme dans bien d'autres pays, des salariéEs se battent pour garder leur emploi, épiluchent les comptes des patrons qui veulent les jeter à la rue, s'adressent à d'autres boîtes pour construire un front contre les licenciements. À Marseille, les Fralib revendiquent la propriété de leur usine et de leur marque, contre leur patron licencieur.

Ces luttes, aussi limitées soient-elles pour l'instant, montrent le chemin de la démocratie réelle et de ce qui pourrait vraiment l'inscrire dans la durée, lui servir de clé de voûte : un gouvernement des travailleurs.

On est loin du choix lamentable qui vient d'être proposé aux citoyens de l'État espagnol, entre l'austérité de la droite et celle des socialistes. Avec pour sanction une participation historiquement faible à ces élections législatives ! La vraie démocratie est ailleurs, et notre campagne se fera porte-parole de toutes les initiatives, des efforts, des luttes des opprimés et des exploités pour affirmer leur droits, dénoncer leur condition, gagner le droit à la parole, conquérir la démocratie.

Yann Cézard

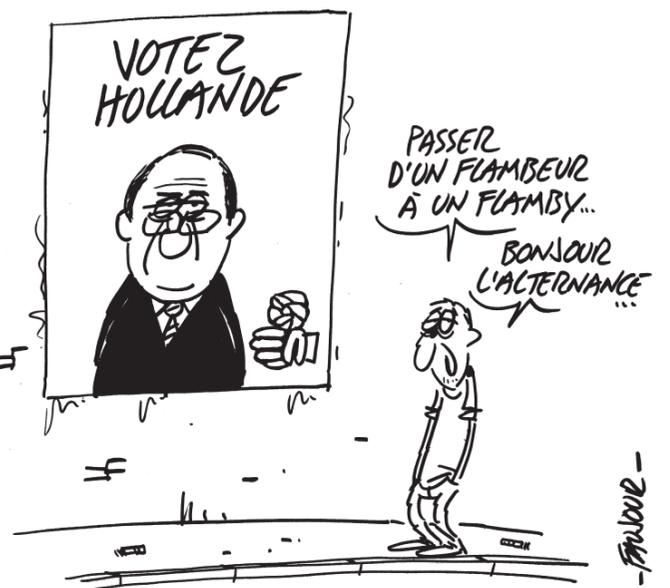
UMP-PS, une opposition (largement) factice

Qu'elles viennent de droite ou de gauche, les critiques contre Hollande pleuvent, mais elles ne concernent que rarement son programme.

Il y avait eu la mise en scène de Sarkozy sauvant l'Europe avec Merkel au moment où par ses déclarations irresponsables, le candidat du PS menaçait le triple A de la France. Juste après, le même sauvait le monde avec Obama au G20 de Nice, alors que François Hollande inaugurait... la Foire du livre du chef-lieu de la Corrèze. « C'est Astérix face à Babar ! » s'était enthousiasmé l'ineffable ministre de l'Éducation, Chatel. Ces derniers jours, le feuillet des négociations PS-EÉLV a permis à l'UMP de continuer à enfoncer le même clou. Pour Copé, le PS représente « la gauche indécise » et « Hollande ne tient pas la barre de son camp », alors que Sarkozy se distingue, lui, par sa remarquable « aptitude au commandement » !

Encouragée par la remontée de son chef dans les sondages, l'UMP se multiplie dans les médias pour faire passer un message : face à la crise, seul le président sortant a la stature, le courage, la force de piloter dans la tempête le navire France. Avantage collatéral : la politique concrète du gouvernement, le contenu de ses mesures d'austérité aussi violentes qu'impopulaires, peuvent ainsi être un peu, et un temps, relativisés. D'autant que la droite bénéficie de la conjonction de critiques de même type émanant de partenaires du PS, dirigeants

de premier plan d'EÉLV ou du Front de Gauche, qui commentent les aptitudes du candidat socialiste plutôt que de s'attaquer frontalement à son programme. Hollande « se ségolénise », affirme Daniel Cohn-Bendit, tandis que le « capitaine de pédalo » de Jean-Luc Mélenchon ne finit pas de faire des vagues. « Alors, là, je dis respect, savourez le secrétaire général de l'UMP. Même moi, je n'aurais pas osé y penser » (*le Monde*, 18 novembre). Bien sûr, il y a quelques différences entre le programme de l'UMP et celui de Hollande. Copé, toujours lui, s'en empare quand il dénonce dans l'accord PS-EÉLV « le troc de circonscriptions contre l'abandon de réacteurs nucléaires : 25 circonscriptions contre 25 réacteurs, une folie pure. » Mais ce qui est remarquable, c'est que le candidat et les dirigeants du PS ne répondent pas sur ce terrain, ne s'emploient pas, par exemple, à défendre contre la droite cette réduction – très partielle et progressive – du parc nucléaire français. Non, ils mettent en avant la capacité démontrée par Hollande d'être « ferme » face à ses partenaires d'EÉLV. Cela prouve qu'il « n'a aucun problème d'autorité », affirme Benoît Hamon, porte-parole du parti et représentant de sa dite aile gauche. Sa position



sur le nucléaire « ne date pas de deux jours, c'était même un des points du débat des primaires », ajoute Manuel Valls. Quant à la politique énergétique, reprend Hamon, « nous écoutons [le PDG d'EDF] M. Proglia, nous écoutons Areva, nous écoutons aussi les écologistes et nous mettons en place une politique qui sert l'intérêt général. »

« Intérêt général, intérêt du capital », dit un vieux slogan anticapitaliste, voulant signifier ainsi que les intérêts des multinationales, la réalisation du profit maximum, ne peuvent en aucun cas être compatibles avec les intérêts sociaux et

écologiques des classes populaires ; et que ce sont toujours ces dernières qui se trouvent sacrifiées sur l'autel de « l'intérêt général ». Le problème est bien là. Une semaine plus tôt, Hollande réagissait au nouveau plan Fillon en se proposant non de combattre les politiques d'austérité antipopulaire, mais de leur « donner du sens ». Son opposition à Sarkozy, prisonnière de la même logique est, dans une large mesure, factice. Cela explique les termes du « débat » droite-gauche auquel on assiste actuellement.

Jean-Philippe Divès

Échos de campagne

Le NPA remet le prix du fraudeur d'or à Sarkozy

Mardi 15 novembre, Sarkozy était à Bordeaux. À l'appel de la LDH et d'une vingtaine d'organisations, dont le NPA, 200 personnes ont participé à un rassemblement unitaire. Les forces de l'ordre étaient mobilisées pour cette visite express : 500 policiers et gendarmes, des démineurs, des hélicoptères, etc. Le dispositif de protection était démesuré pour accompagner Sarkozy et ses ministres, Roselyne Bachelot et Xavier Bertrand, accueillis par le maire de Bordeaux, Alain Juppé. Les militantEs présentEs ont

dénoncé cette nouvelle attaque de la part du gouvernement qui, en parlant de fraude « sociale », stigmatise les allocataires des prestations sociales. Alors que les salariéEs, les précaires, les jeunes subissent la crise de plein fouet, le gouvernement ne cesse de multiplier les cadeaux aux plus riches : bouclier fiscal, évasion fiscale, exonération de cotisations sociales, etc. Philippe Poutou était au rendez-vous du mouvement social à 12 heures. Interviewé par plusieurs médias, il a déclaré : « Nous sommes là pour dénoncer le côté provocateur de ce qu'il fait car une fois de plus, en cette

période de crise, son discours cherche à cibler les plus petits, les salariéEs, ceux qui sont déjà largement victimes de la crise. » Son discours reposait sur l'idée que ce n'est pas à la population de payer la crise mais à ceux qui en sont responsables. De l'argent il y en a, c'est dans les caisses des banques et des plus riches qu'il faut aller le chercher. Le rassemblement a commencé par quelques prises de parole (LDH, Solidaires) puis s'est conclu par une action, organisée par le NPA, avec la remise du prix du meilleur fraudeur de France. Le choix du trio vainqueur a été particulièrement

compliqué, tant il y avait de lauréats potentiels... Nous avons finalement remis le troisième prix à Liliane Bettencourt et le deuxième aux banques. Nicolas Sarkozy, parce qu'il est le plus grand licencieur de France, parce qu'il prend aux pauvres pour donner aux riches, se hisse en haut du podium.

Après l'action, par pure provocation, les CRS aussi nombreux que les manifestantEs, les ont encerclés, les bloquant pendant une vingtaine de minutes. De quoi Sarkozy a-t-il peur pour déployer de tels efforts de sécurité lors de ses déplacements ? Adrien & Anne-Laure

Le nucléaire en questions...

La question du nucléaire est aujourd'hui en première ligne. Les concessions du PS sur la question ont provoqué de multiples réactions le jugeant irresponsable. Le NPA est aujourd'hui le seul parti revendiquant un arrêt du nucléaire.

La sortie du nucléaire est au cœur des débats actuels : quelle est la position du NPA sur ce sujet ?

Pour nous, cette question est trop grave pour faire l'objet de quelconques négociations : plus nos centrales vieillissent, plus le risque d'accident est grand et plus la quantité de déchets aujourd'hui ingérables augmente. Le risque que nous font courir nos dirigeants est sans commune mesure avec les autres menaces industrielles : c'est la vie même qui est menacée dans des régions, voire des pays entiers. Nous sommes donc sans ambiguïté pour la sortie la plus rapide possible de cette énergie meurtrière et nous proposons un plan pour y parvenir en moins de dix ans.

C'est possible en mêlant les économies d'énergie et le recours massif à toute la gamme des énergies renouvelables, on peut faire beaucoup mieux qu'avec le nucléaire et dans des délais rapides. Tout cela est détaillé dans le scénario que nous proposons. Si obstacle il y a, il n'est pas technologique.

Il est économique alors : dans un communiqué, la fédération énergie CGT explique que sortir du nucléaire, même un tout petit peu comme le prévoit l'accord EÉLV/PS, nuira à notre industrie, à notre indépendance énergétique et fera doubler le prix de l'électricité : que répondez-vous ?

Nous ne partageons pas l'analyse de nos camarades. Il n'est plus question d'autonomie énergétique avec le nucléaire aujourd'hui car tout l'uranium est importé des pays comme le Niger ou le Gabon, au prix d'une exploitation honteuse des populations autochtones. Au contraire, cette indépendance serait bien plus grande avec les énergies renouvelables, disponibles partout, inépuisables et susceptibles de créer un véritable maillage territorial au niveau de l'emploi. Quant au coût de l'électricité, c'est une véritable supercherie : le prix du kW/h sur notre facture ne tient pas compte des centaines de milliards qui seront nécessaires pour le démantèlement des vieilles centrales et la gestion des déchets. Les investissements passés et actuels dans le nucléaire se font par le biais de la feuille d'impôts et de la TVA et pas uniquement par le coût payé par les usagers. Au final, il est certain que l'électricité nucléaire s'avère la plus chère de toute l'histoire de l'humanité. Et d'ailleurs, d'ores et déjà, malgré le tout-nucléaire, on nous annonce un quasi-doublement du coût si on investit dans l'EPR. Nous nous situons dans la moyenne basse des pays européens en ce qui concerne le prix de l'électricité mais dans douze pays de l'Union européenne l'électricité est moins chère que chez nous ! Enfin, est-il vraiment raisonnable d'évoquer ce genre d'arguments quand on connaît la probabilité élevée de devoir faire face à un accident nucléaire majeur, dont les coûts financiers mais surtout humains sont incommensurables ?

Dernièrement, le gouvernement a expliqué que sortir du nucléaire supprimerait 1 million d'emplois ; n'est-il pas incompatible d'être pour la sortie du nucléaire tout en défendant les intérêts des travailleurs ?

Le gouvernement ment : c'est tout le contraire. Si on ferme les réacteurs, il



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ MARC)

faudra les démanteler et aussi gérer les déchets : c'est du travail pour plusieurs décennies. Aucun emploi ne sera perdu. Cela permettra aux travailleurs qui le souhaitent de demeurer sur leur lieu de vie. Quant aux autres, ils pourront être reconvertis dans le secteur des énergies renouvelables dont le développement, lui, pourrait être créateur de plus de 800 000 emplois si on suivait les préconisations de notre schéma. Nous articulons systématiquement nos revendications sociales pour l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, avec nos revendications écologiques et antinucléaires. C'est sous le contrôle des travailleurs et de la population, dans un cadre réellement démocratique, radicalement modifié, que nous envisageons leur mise en œuvre.

Et l'effet de serre ?

Là encore, il ne faut pas se leurrer : ce n'est sûrement pas le nucléaire

(moins de 2% de la consommation énergétique mondiale) qui pourra contrecarrer le réchauffement climatique : non seulement il faudrait implanter des réacteurs partout au prix d'une multiplication irresponsable des risques mais c'est oublier les conditions coloniales et polluantes de l'extraction de l'uranium, ressource épuisable par ailleurs. Seul le recours massif aux renouvelables permettra une lutte efficace contre l'effet de serre.

Comment expliquez-vous qu'aucune autre force politique ne vous suive sur ce terrain ?

Nous sommes effectivement le seul parti qui développe une position claire à ce niveau. Les autres forces qui pourraient partager notre point de vue ne remettent en cause ni le système ni ses institutions. Elles sont donc empêtrées dans leur stratégies d'alliance avec des partis pronucléaires, et édulcorent leurs positions, voire y renoncent purement et simplement : un coup de fil d'EDF suffit à dicter leur conduite.

Après Fukushima et l'évidence avérée de la menace qui pèse sur l'humanité, toutes leurs manœuvres politiciennes sont d'autant plus révoltantes. Seuls de petits mouvements, tels que celui de la décroissance, ainsi que les associations, nous suivent sur la sortie rapide du nucléaire.

Comment parvenir socialement à mettre en œuvre le plan que vous préconisez ?

En multipliant les mobilisations d'envergure. Notre ennemi, c'est le lobby industriel nucléaire français et c'est pourquoi nous proposons son expropriation sans indemnité ni rachat, la création d'un grand service public de l'énergie géré directement par les travailleurs. Si les élections de 2012 ne changeront pas la donne en soi, voter et faire voter pour le seul candidat porteur d'un programme clairement anticapitaliste, écologiste et pour la sortie du nucléaire, donnera une visibilité à cette cause.

Commission nationale écologie

Honeywell : manifestation réussie, la lutte continue

Samedi 19 novembre à l'appel des organisations syndicales locales, 3 000 personnes ont manifesté de la mairie de Condé à l'usine. Les commerçants appelaient à la manifestation, les élus de droite comme de gauche étaient présents. La colère est grande contre la multinationale.

Honeywell a décidé la fermeture de l'usine de Condé-sur-Noireau (Calvados) avec à la clé 323 licenciements sans compter les emplois indirects. Cette usine, ex-Ferodo, produit depuis 1927 des plaquettes de frein en utilisant la spécialité de la région, l'amiante. Les travailleurs menèrent une grève dure mais infructueuse, en 1956 contre le travail de l'amiante. Le site a employé jusqu'à 2 700 personnes. L'amiante, interdite en 1997, y fut utilisée jusqu'au bout avec des salariéEs malades et le décès, chaque année, de dizaines d'ancienEs. Après avoir empoisonné et condamné à la mort lente les salariéEs pendant des années, la direction et le principal client, PSA, décident aujourd'hui de liquider le site.

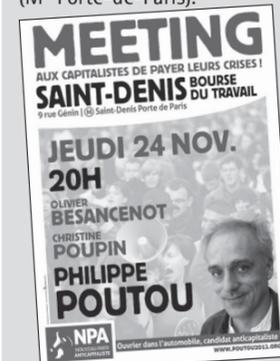
La manifestation a été un succès pour cette ville de 5 600 habitants, en présence du dirigeant de FO, J.-C. Mailly, de fortes délégations de la CGT et d'une trentaine de militantEs du NPA dont Philippe Poutou, combatifEs et déterminéEs. De quoi renforcer la motivation des salariéEs. La restructuration de la branche automobile passe par la fermeture de petites unités et en quelques semaines, trois établissements industriels ont été concernés dans le Calvados. Le gouvernement roumain est prêt à

signer un chèque de 17 millions d'euros pour aider à la délocalisation. Devant les travailleurEs, le maire UMP appelle à la résistance, cite Rosa Luxemburg et exige une loi interdisant les licenciements boursiers. En revanche, dans son courrier à la direction du groupe, il réitère ses propositions « d'aides » : « Nous pouvons vous aider sur le foncier, sur la construction d'une nouvelle usine, sur l'investissement productif, sur l'innovation produit ainsi que sur la formation ». La direction d'Honeywell a déjà répondu qu'elle n'avait que faire de cette aide ! Le maire avec le député UMP de la circonscription semblent se résigner à la fermeture du site en proposant au groupe de travailler ensemble sur « un plan de réindustrialisation ». Comment peut-on croire que Honeywell ait quelque intérêt à réindustrialiser le bassin d'emploi, alors que les élus n'ont rien obtenu dans les « tables rondes » à la préfecture ? L'État et les collectivités pourraient très bien financer la reprise de l'entreprise par les travailleurs. Il faut ouvrir les livres de comptes pour savoir où part l'argent. Le comité d'entreprise, les syndicats et les salariéEs doivent avoir un droit de regard sur les investissements, les salaires des dirigeants. La lutte doit se poursuivre avec la population et les salariéEs des autres entreprises. Tisser des liens avec les boîtes menacées par les licenciements, la fermeture, devient une nécessité urgente, pour être plus forts, pour gagner.

Gérard, comité Vire

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Judi 24 novembre, Saint-Denis.
Meeting régional Île-de-France, 20 heures, Bourse du travail, 9 rue Génin, Saint-Denis (M° Porte-de-Paris).



Vendredi 25 novembre, Bayonne.
Meeting, 19h30 - Bourse du travail, 10 rue Sainte-Ursule (près de la gare).

Vendredi 2 décembre, Rouen.
Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie, au 40, rue des Murs-Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

Samedi 3 décembre, Le Havre.
Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18h30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis-Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

Lundi 5 décembre, Grenoble.
Meeting, 20 heures à la Maison du tourisme, 14 rue de la République.

Samedi 10 décembre, Annecy.
Réunion publique, 17 heures, salle Pierre-Lamy.

Judi 15 décembre, Reims.
Réunion publique.

LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Judi 24 novembre, Philippe Poutou sera l'invité de Pascale Clarke sur France Inter à 7 h 50 en direct de Bordeaux.

Vendredi 25 novembre, Matinale de Canal + à 7 h 45.

Lundi 28 novembre, LCI à partir de 18 h 30.



À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

LE PRINTEMPS

Plusieurs mois après le déclenchement des révoltes populaires dans les pays arabes, le processus révolutionnaire se poursuit et entre dans une deuxième phase. Nous revenons sur la situation en Égypte, en Syrie et au Maroc.

Égypte

Le pouvoir militaire assassine!

Depuis le 18 novembre, plusieurs dizaines de manifestants ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés. Menacée de perdre une partie de ses privilèges, la caste militaire se déchaîne.

Depuis 1952, l'armée a régné en maître sur l'Égypte et a réussi à contrôler environ le quart de l'activité économique. En janvier et février 2011, ses responsables ont très intelligemment refusé d'entrer dans la spirale de la répression. Ils ont préféré destituer Moubarak et tenté de faire oublier le rôle qu'ils avaient joué pendant des dizaines d'années. Le Conseil supérieur des

forces armées (CSFA) s'est alors présenté comme le garant d'une transition vers un «pouvoir civil élu». Quel que soit le résultat des élections qui doivent commencer le 28 novembre, les généraux veulent continuer à concentrer entre leurs mains l'essentiel du pouvoir: désigner 80% des membres de la Constituante, garder secret le budget de l'armée, inscrire dans la Constitution

l'indépendance de l'armée vis-à-vis du pouvoir et de la justice civile, etc. Pas étonnant, dans ces conditions, que celles et ceux qui avaient fait déguerpir Moubarak envahissent à nouveau les places et les rues. La violence de la réaction du pouvoir militaire s'explique également par la multiplication des conflits sociaux. Ces messieurs n'ont pas oublié que c'est la conjugaison des manifestations de rue et des grèves qui ont fait tomber Moubarak. D'où leur tentative de frapper un grand coup dès maintenant.

À signaler que les Frères musulmans avaient, au début, participé au redémarrage des manifestations place Tahrir. Ils voulaient ainsi accélérer le transfert du pouvoir des militaires aux civils, qui ne pouvait que leur être favorable. Ils s'inquiètent aujourd'hui de la menace d'annuler ou reporter les élections. Ils appellent donc à arrêter les mobilisations. La Coalition socialiste, qui regroupe l'essentiel des forces de gauche et d'extrême gauche, appelle, par contre, ses candidats à suspendre leur campagne électorale pour se joindre aux mobilisations populaires. La centrale syndicale indépendante, fondée en janvier dernier, appelle les travailleurs à participer pleinement aux mobilisations. Dans de nombreux pays du monde, des initiatives de solidarité sont en cours.

Commission Maghreb du NPA



Le Caire, place Tahrir, le 18 novembre. Les manifestants scandent des slogans contre l'armée. (REUTERS/ASMAA WAGUIH)

Le redémarrage des luttes ouvrières

Extraits d'un article d'Anne Alexander écrit début novembre¹.

Des centaines de milliers d'enseignants ont cessé le travail en septembre, 30 000 travailleurs de l'industrie sucrière ont fait grève durant trois semaines. Pendant douze jours, 40 000 travailleurs des autobus du Caire ont fait grève, et les bus ont été utilisés pour bloquer les rues autour du Parlement. Tout cela faisait partie de la ré-émergence de manifestations de masse sur la place Tahrir, ainsi que des places comparables dans d'autres villes, exigeant la fin du pouvoir militaire. Ces grèves ne sont pas simplement importantes à cause du nombre élevé de participants, mais également en raison de leur degré de coordination au niveau régional, sectoriel et national, ainsi que par

le type de revendications mises en avant par les travailleurs: refus de la précarité des emplois, augmentation massive des salaires, renationalisations. Ces luttes s'accompagnent fréquemment de formes d'organisation constituant une fusion des aspects sociaux et démocratiques de la révolution: comités de grève, élection des négociateurs, comptes-rendus et décisions en assemblées générales. Néanmoins, plusieurs grèves importantes au cours des dernières semaines ont le plus souvent débouché sur des impasses temporaires. La grève des enseignants a été suspendue après n'avoir obtenu que des avancées partielles. Au Caire, la grève des bus s'est terminée par des hausses salariales importantes et une promesse

du gouvernement de débloquer des fonds afin de satisfaire d'autres revendications. Les généraux ont riposté avec une brutalité croissante. Ils ne s'en sont pas pris directement au mouvement des travailleurs en plein essor mais, le 9 octobre, à une manifestation pour les droits des chrétiens coptes. À la suite de cela, les militants qui ont fait connaître le massacre commis par l'armée ce jour-là, dans lequel 23 personnes sont mortes, ont été réprimés. Parmi eux, le blogueur Alaa Abdel Fattah, emprisonné le 30 octobre.

Anne Alexander

1. Texte complet disponible sur les sites du NPA et d'ESSF.

Syrie

Les dernières évolutions en Syrie et autour sont m...

Une résistance armée de plus en plus affirmée

Des déserteurs de l'armée craignant littéralement pour leur vie et souhaitant ainsi s'appuyer sur leurs armes, d'abord pour se protéger, une «Armée libre de Syrie» s'est créée. Clandestine, elle est active sur le territoire syrien. Depuis début novembre, ses faits d'armes se sont renforcés.

Il y a eu, d'abord, l'attaque de barrages de l'armée syrienne autour de la ville de Homs encerclée et assiégée. Néanmoins, l'armée de Bachar El-Assad a pu entrer dans la ville, le 7 novembre dernier.

Le 14 novembre, la même chose s'est répétée à Deraa (au Sud, berceau de la révolte syrienne depuis le mois de mars), où 34 soldats et douze déserteurs sont morts selon les chiffres de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Deux jours plus tard, un immeuble des services de renseignement et des bâtiments de l'armée ont été attaqués, ainsi que le siège du parti Baath (au pouvoir depuis 1963), à Damas.

Les grandes manœuvres diplomatiques

Ces affrontements ont poussé plusieurs représentants de puissances extérieures à parler de «risque de guerre civile». Ce risque a ainsi été évoqué par Hilary Clinton, Vladimir Poutine et par le gouvernement turc. Leurs intérêts vis-à-vis de la Syrie ne sont cependant pas les mêmes: si la Russie officielle tente de préserver le régime (en intégrant l'opposition ou une partie dans une sortie de crise négociée), ce n'est pas – ou plus – le cas des autres puissances. Les États-Unis et la France, notamment, qui ont vu leurs ambassadeurs plusieurs fois attaqués par des partisans du régime syrien, semblent avoir fait une croix sur le régime. Ces puissances commencent à chercher des alliés fiables

La voie qui mènera à

Par Ghayath Naïssé



Ghayath Naïssé. (PHOTOOTHÈQUE ROUGE/JMB)

les villes où l'Ota...
civils, analogues...
chénie, villes fan...

Les conséquences d'une intervention

L'appel à une int...
pour partie l'im...
tis par les mass...
la machine à tu...
exprime surtout...
dans les capacit...
porter la victoir...
Une interventio...
les forces révolu...
de sa maîtrise...
de sa souverain...
des intérêts des...
puissances régio...
nuisible et domm...
Enfin, rien n'inc...
grandes puissar...
militairement er...

Le précédent libyen

L'exemple libyen auquel se réfèrent les partisans d'une intervention étrangère pour expliquer en quoi elle serait la seule issue pour protéger les civils et faire tomber le régime, démontre tout le contraire. Un article du journal britannique *The Guardian* publié fin octobre indique que le nombre de tués avant l'intervention en Libye oscillait entre 1 000 et 2 000 pour atteindre 20 000 à 25 000 au jour de l'assassinat de Kadhafi, sans parler des blessés. Le reportage dépeint

L'impasse de la lutte

Il est devenu par...
masses révoltées...
protestations, e...
et de leur pours...
seules à faire to...
forces militaires...
vagerie sans éga...
Les appels à une...
ment qui n'ont p...

ns arabes PS CONTINUE

marquées par plusieurs nouveautés.

parmi les opposants. Les États-Unis ont par exemple entamé un début de dialogue avec les Frères musulmans.

La Turquie, profitant de son statut d'ex-allié du régime syrien et de puissance musulmane, a haussé le ton à son tour. Les Frères musulmans syriens ont d'ailleurs clairement fait entendre, à la mi-novembre, qu'ils ne seraient pas hostiles à une intervention militaire turque dans leur pays. Pour eux, cela représenterait une alternative « musulmane » à une intervention extérieure occidentale. Une telle intervention, qu'elle émane de la Turquie ou des grandes puissances impérialistes, n'est cependant pas sérieusement mise à l'ordre du jour. Elles craignent à la fois le risque d'affrontements confessionnels et les réactions d'une partie de la population qui se retournerait contre les « envahisseurs », mais aussi la « déstabilisation » d'une zone comprenant Israël, l'Irak et l'Iran. Les grandes puissances,

jusqu'ici, misent plutôt sur des sanctions économiques qui commencent à faire effet, l'économie syrienne montre des signes d'asphyxie.

Divergences au sein de l'opposition

Le Conseil national syrien, fondé en Turquie, regroupe certaines forces historiques de l'opposition, dont les Frères musulmans et une partie de la gauche. Il n'appelle (vaguement) pas à une intervention militaire étrangère. Il cherche néanmoins des appuis et des alliés à l'étranger. En concurrence avec lui, a émergé une autre opposition en



Syrie, Kafranbel, le 19 novembre. Manifestation contre Bachar El-Assad. (REUTERS/HANDOUT)

exil qui, elle, appelle clairement au renversement militaire du régime par des puissances extérieures. Elle est incarnée par l'ex vice-président syrien Amdelhalim Khaddam. Ce dernier a présenté début novembre, dans un grand hôtel aux Champs-Élysées à Paris, un Conseil national de soutien à la révolution syrienne (CNSSR). Ce conseil ne semble pas avoir une réelle influence en Syrie, mais cherche à être l'interlocuteur des grandes puissances dans la perspective d'une chute du régime.

Bertold du Ryon

la victoire : la grève générale

an allégué avoir protégé les à celle de Grozny en Tchétchénistans, ravagées, en ruines.

Consequences désastreuses de l'intervention en Syrie

intervention étrangère traduit l'absence de confiance des syriens confrontés à la dictature. Mais il y a une absence de confiance des syriens à remonter à la dictature. Mais il y a une absence de confiance des syriens à remonter à la dictature. Mais il y a une absence de confiance des syriens à remonter à la dictature.

de diverses formes

ent dans la conscience des masses que les manifestations de leur dépit de leur importance ne suffiront pas à elles tomber un régime armé des de la Sûreté et d'une sau-

l'annonce le 26 octobre de la grève générale

maintenant, en raison des périls intrinsèques, pourraient dans les circonstances actuelles conduire à une recrudescence de violence et de mort dans la mesure où le rapport de forces est encore en faveur du régime. Sans parler du danger qu'il y aurait à ce que de larges franges de la population abandonnent le champ de la révolution à celui des armes et plus encore, du danger de dérapage vers une guerre civile sanglante [...] et enfin du danger d'intervention militaire évoqué plus haut. La désobéissance civile à elle seule ne saurait faire tomber un régime dictatorial comme le régime syrien, mais la désobéissance civile, en tant que refus d'appliquer ou de se soumettre aux lois du pouvoir (non-paiement des impôts, refus de décliner son identité, refus du service obligatoire, non-acquittement des factures d'eau, de téléphone ou d'internet, etc.) prive le régime de ses dernières cartes que sont sa légitimité et la soumission des populations à ses directives et ses lois. La désobéissance civile n'est révolutionnaire que si elle est articulée à la grève générale de masse et n'est pas utilisable isolément.

La voie de la grève générale

Les masses révolutionnaires n'attendent d'aide d'aucun État. Elles s'en remettent à leurs mobilisations, à leur détermination et à leur persévérance pour faire tomber le régime et instaurer un État démocratique pluraliste et civil, à même de réaliser la liberté et la justice sociale.

La forme de lutte la plus importante fut l'annonce le 26 octobre de la grève générale

au plan national, et ce, pour la première fois depuis le déclenchement de la révolution il y a huit mois.

Un précédent existe en Syrie, en 1936, où une grève générale de deux mois fut accompagnée d'une vague de manifestations contre l'occupation française. Cette grève concerna alors les services publics, l'enseignement et les commerces. Il y a eu ensuite la grève de trois jours des commerçants à Damas en 1965 et l'appel lancé en mars 1980. Cette forme de lutte populaire n'est donc pas nouvelle ni étrangère à l'histoire de la lutte des masses syriennes.

La tactique appropriée pour faire triompher la révolution syrienne est décidément la construction de la grève générale de masse illimitée, articulée à un moment donné à la désobéissance civile. Combinée avec d'autres tactiques de combat, elle constitue pour le peuple syrien la voie à la fois la plus courte, la plus juste et la moins coûteuse humainement, pour faire tomber la dictature. C'est ce que préconise la gauche révolutionnaire en Syrie. Elle suppose une alliance et un accord des forces révolutionnaires car les masses populaires sont le sujet du changement et de la révolution. Pas son objet.

Ghayath Naïssé, le 2 novembre 2011

1. Ghayath Naïssé, médecin, exilé, est un des fondateurs du Comité de défense des libertés démocratiques en Syrie (CDF), créé en décembre 1989, dont la plupart des membres ont été emprisonnés ou forcés à l'exil. Cet article est le résumé d'un texte traduit par Luiza Toscano, dont la version longue est disponible sur les sites du NPA et ESSF.

Maroc

Approfondissement de la crise

Des élections législatives auront lieu le 25 novembre. Il s'agit d'avoir un Parlement remanié à la suite de l'adoption des réformes constitutionnelles du mois de juin. En réalité, le Parlement garde cette fonction de chambre d'enregistrement issue d'élections contrôlées qui sont avant tout un pacte d'allégeance vis-à-vis du palais. Dans l'esprit du pouvoir, ces élections sont supposées clore le cycle des « réformes politiques ». Or, le scénario qui se dessine est celui d'un boycott massif. À la différence de 2007, où le taux d'abstention était déjà très fort, le rejet passif tend à devenir un acte de confrontation politique avec le pouvoir. Non seulement l'ensemble du Mouvement du 20 février appelle au boycott, mais ce positionnement trouve un écho populaire très vaste. Les dernières manifestations des 13 et 20 novembre témoignent également d'une radicalisation politique. Le pouvoir absolu de la monarchie est directement visé. Le pari selon lequel le Mouvement du 20 février allait s'essouffler et se diviser est d'ores et déjà perdu. Non seulement la contestation atteint un caractère de masse sans précédent dans les grandes villes périphériques, mais le front politique pour le boycott s'est élargi. Ainsi des courants « réformistes » qui d'habitude participent aux élections (PSU, PADS), mais aussi de la mouvance islamiste extra-légale (Justice et bienfaisance) qui jusque-là n'appelaient ni au vote ni au boycott, se sont clairement positionnés dans ce sens, en plus des courants de la gauche radicale.

En réalité, la monarchie joue ses dernières cartes politiques et le sait. Sa hantise immédiate est un faible niveau de participation qui serait un désaveu de sa politique. À l'inverse, un fort taux de participation serait compris comme un caprice du prince digne des années de Hassan II et accentuerait la défiance populaire. Mais sa véritable hantise est la prise de conscience qu'elle a en face d'elle un ras-le-bol populaire profond qui dépasse de loin la base sociale des oppositions constituées et qui va au-delà d'un conflit classique. Que faire si la contestation continue ? Si pendant des décennies, la façade démocratique assurant un multipartisme formel a pu servir d'écran et de rideau de fumée, le roi est aujourd'hui aux abois. Il n'a pas su construire des partis de type nouveau capables d'élargir sa base sociale et politique d'appui. Ce sont les mêmes affairistes et corrompus qui se présentent, tous discrédités.

Au-delà des résultats des prochaines échéances qui verront sans doute la percée calculée des islamistes légaux du Parti de la justice et du développement (PJD), le risque est de voir d'autres couches populaires basculer dans la contestation devant l'absence de changement. Après dix mois de lutte, le statu quo devient difficile. En réalité, le temps joue maintenant en faveur des mobilisations. Durant la campagne électorale, des dizaines de militants de gauche ont été arrêtés, et tout matériel appelant au boycott a été saisi. Le pouvoir se prépare à la confrontation massive. La solidarité doit être fortement présente avant l'embrasement inévitable.

Chawqui Lotfi

Voir aussi Regards p. 2



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MARC)



www.cafepedagogique.net/lexpresso/Documents/Livrenoirnon-titulaires.pdf

Voici le livre qui s'éclate comme un pavé dans la mare de l'Éducation nationale. En ouvrant ce document pdf, vous plongerez dans le quotidien intenable des précaires de l'Éducation nationale. Ce livre noir nous rappelle la situation intolérable vécue par les 25 000 enseignantEs précaires. Ici, des témoignages d'anonymes de ces non-titulaires payés au lance-pierre qui subissent l'humiliation quotidienne de faire le boulot de prof sans avoir la reconnaissance de la hiérarchie, sans avoir la sécurité de l'emploi, sans avoir la moindre assurance pour leur avenir. Un coup de poing des enseignants précaires, cette masse exploitable qui n'entend plus se résigner.

L'essai

RÉPRESSION ET DISCRIMINATIONS

SYNDICALES

Coordonné par Louis-Marie Barnier

Syllepse/Note de la Fondation Copernic
144 pages
7 euros



La répression syndicale est un élément omniprésent dans les relations de travail en France. Faire taire les syndicalistes et les salariés qui troublent le climat serein nécessaire à l'exploitation, est une conception particulière des relations sociales en France. Pourtant, elle est ignorée, tue, écartée, admise. Cette note de la Fondation Copernic vise à relever le défi : mettre le projecteur sur cette pratique courante, l'analyser, proposer quelques pistes pour s'y opposer et suggérer les bases d'un observatoire unitaire de la répression syndicale.

La répression est mal cernée : l'élément le plus visible en est sans doute le nombre, recensé par les inspecteurs du travail, d'élus et mandatés licenciés chaque année et dont le licenciement fait l'objet d'une procédure spéciale. Plusieurs cas emblématiques mettent régulièrement au grand jour cette pratique patronale qui concerne des milliers de militantEs supportant petits harcèlements quotidiens, retards de carrière, licenciement, procès...

Cette répression structurelle ne peut être comprise qu'en y intégrant son complément, la promotion d'un dialogue social qui peine en France à trouver sa place. La répression agit alors comme une pression permanente pour pousser le syndicalisme à s'inscrire dans ces relations, en excluant les syndicalistes rebelles, voire en réprimant un syndicalisme combatif par une discrimination collective. Autant d'éléments qui obligent le mouvement syndical à consacrer une énergie importante à sa propre défense, au nom du droit des salariés à s'organiser.

Les militantEs et sections syndicales qui résistent restent isolés, avec souvent pour seule issue le recours juridique. Les grandes centrales syndicales, qui ont toutes un secteur juridique, n'en font pas un objet de campagne publique, alors que ce droit est essentiel à l'expression et à la revendication. Cette proposition d'un observatoire de la répression syndicale ne pourra naître qu'en étant reprise par l'ensemble du mouvement syndical et social, pour que cesse ce déni démocratique.

L.-M. B.

Voir agenda p. 2

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

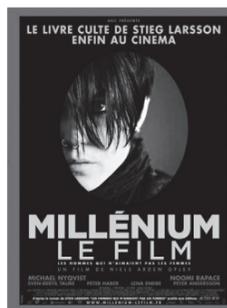


LIVRES SOBIBOR

Jean Molla

Folio, Gallimard / 5,10 euros
Faire cohabiter l'histoire et l'évocation du camp d'extermination de Sobibor en Pologne est un pari risqué que Jean Molla a relevé avec habileté. L'effet des images – les corps cadavériques, auxquels ne reste que la peau sur les os – aurait pu occulter tout le reste. Pourtant, l'auteur construit un roman sobre qui prend petit à petit des allures d'enquête historique. Il met bien en scène le caractère froid et organisé de l'élimination des populations juives, qui n'a pas été le fait de psychopathes : « Ils se comportaient comme les employés d'une entreprise chargée de détruire la vermine. Ils avaient une tâche à accomplir, ils l'accomplissaient, sans états d'âme ». Le mal-être de l'adolescente devient celui d'une société qui digère très mal son passé, en particulier dans sa dimension collaborationniste, tout en évitant les poncifs liés au désormais sacro-saint « devoir de mémoire ».

Henri Clément

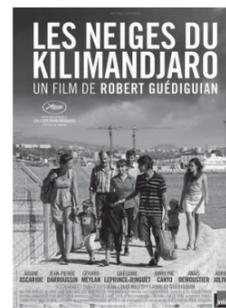


DVD MILLÉNIUM

Niels Arden Oplev

UGC / 25 euros
Les fêtes approchent et la peste brune aussi, sous bien des visages. Le journaliste militant suédois Stieg Larsson a fait la chasse aux nazis et post-nazis toute sa vie. Il a réussi à en faire une trilogie romanesque à succès juste avant de décéder. *Millénium*, avec un sujet qui titille en profondeur tout démocrate et des personnages attachants, ne pouvait qu'intéresser le cinéma. Le réalisateur Niels Arden Oplev s'y est collé et a déniché l'actrice Noomi Rapace pour incarner la vraie héroïne du roman, Lisbeth Salander. La trilogie repose vraiment sur ses maigres épaules de punk déjantée et animée d'un besoin de vengeance et de considération. Noomi Rapace est devenue une vedette dans les pays scandinaves et a refusé les sollicitations d'Hollywood. Ces trois films sont sortis sur le grand écran et c'est le moment de les voir (ou revoir) avant que la version d'Hollywood ne déferle début 2012 avec à la clé une collection de fringues H&M. Misère!

Sylvain Chardon

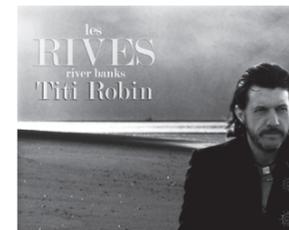


CINÉMA LES NEIGES DU KILIMANDJARO

Robert Guédiguian

Robert Guédiguian revient à Marseille avec ce film et réunit à nouveau sa troupe d'acteurs favorite : Jean-Pierre Darroussin, Ariane Ascaride, Gérard Meylan... En toile de fond, les chantiers de réparation navale. Deux générations d'ouvriers. Première scène, un tirage au sort désigne 20 ouvriers qui seront licenciés. Les deux générations sont touchées. Michel, le personnage principal, fait partie de l'ancienne. Au cœur du film, une fête, la célébration des 30 ans de mariage de Michel et Marie-Claire (Darroussin et Ascaride). On leur offre un voyage en Tanzanie et une cagnote. Mais un jour, ils sont agressés chez eux. Ils perdent tout. Cette violence, physique et morale, est pour eux le signe d'une rupture avec la nouvelle génération. Pour Guédiguian, c'est le signe d'un « déclassement ». Marie-Claire est la première à se rendre compte de la grande précarité dans laquelle se trouve cette génération et de la nécessité de se montrer solidaire. Elle est bientôt rejointe par Michel. Le film se clôt sur cette nouvelle solidarité.

Noémie Mas



MUSIQUES RIVER BANKS

Titi Robin

Naive
Personnage et artiste atypique, évoluant constamment à l'écart des tendances et des conformismes, Titi Robin continue de traverser les frontières musicales et de renverser les murs entre les sectarismes culturels. S'inspirant largement des musiques du monde, il a décidé de franchir le pas pour se rendre directement à la source. Le voilà désormais marin qui voyage le long des rives de l'Orient pour nous ramener ces trois disques enregistrés au Maroc, en Turquie puis en Inde, avec en bonus un DVD racontant l'aventure de leur création. Cette avidité d'horizon se colore d'une inspiration personnelle constamment novatrice qui refuse la logique des clichés et de l'exotisme nostalgique, pour ancrer les vibrations d'ailleurs dans leur propre modernité, donnant autant soif du passé qu'envie d'avenir.

King Martov

Un livre pour la France d'en bas

Pierre Le Ménahès, ouvrier syndicaliste, publie un livre dans lequel il revient sur son face-à-face télévisé avec Sarkozy, et sur la lutte exemplaire qu'il a menée avec ses collègues de la SBFM.

En ces temps d'attaques frontales contre les travailleurs et leurs acquis, en ces temps où les menaces et les licenciements réels contre « ceux d'en bas » se succèdent, le bouquin écrit par Pierre est un appel à la révolte, à la lutte. Un cri de dignité qui dit « sans combat pas de victoire ». Un cri qui dit que, quand on se bat jusqu'au bout, collectivement, on peut gagner...

Pierre Le Ménahès, salarié et syndicaliste CGT à la SBFM dans le pays de Lorient en Bretagne, chanteur et parolier du groupe de rock Hasta Siempre, a tenu tête à Sarkozy durant l'émission « Paroles de Français » sur TF1 le 25 janvier 2010. Il s'y fit connaître et apprécier du plus grand nombre. Il a signifié au président sans se démonter « que les gens d'en bas, qui se lèvent tôt, partagent surtout les petits salaires, les licenciements, les fermetures d'usines ».

La première partie de son livre raconte ce « duel » et ses suites... Son refus « des salons feutrés des médias » et « des pièges du strass et des paillettes ».

Dans un second chapitre, il nous livre en détail le combat difficile mais victorieux des ouvriers de la SBFM contre les licenciements, contre tous les licenciements. De la grève aux occupations de l'usine, des manifs aux face-à-face avec les patrons, Pierre nous parle de la formidable lutte des SBFM, et on perçoit le rôle irremplaçable qu'il y a joué. Ce livre, peu tendre avec « les ramollos de la lutte », est un exemple de combativité, de lucidité et d'unité de classe.

Inspiré par le « Hasta la victoria siempre »

de Che Guevara dont le poster s'affiche sur les murs du local CGT de l'usine, comme par la lutte du peuple palestinien incarné par le kéfi que portait Pierre tout au long des nombreuses manifs, cet ouvrage est un moment actuel d'une lutte exemplaire au sein de la classe ouvrière. Comme le furent en terre bretonne les combats de Plogoff contre la centrale nucléaire ou de Carhaix pour le maintien de sa maternité.

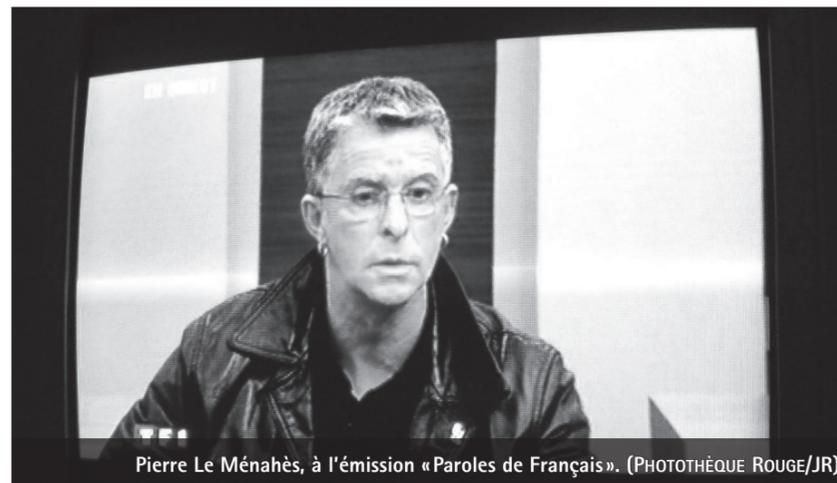
Dès lors, pas étonnant que la préface de ce bouquin soit la chanson de son pote Bernard Lavilliers, *les Mains d'or*. Pas surprenant aussi qu'à la suite de cette préface les premières pages s'ouvrent sur un témoignage de respect et de solidarité d'Olivier

Besancenot, plusieurs fois présent sur le site de l'usine et en manif avec les SBFM, mais aussi de Gérard Perron, maire communiste d'Hennebont et conseiller général, qui fut, lui aussi, toujours au côté de Pierre et de ses camarades de lutte.

Ce livre est à mettre entre toutes les mains, d'autant que les recettes iront à la CGT SBFM comme celles du DVD sur la lutte paru il y a quelques mois. Hasta siempre.

Gérard MAS (correspondant NPA)

La France d'en bas face à Sarkozy, Pierre Le Ménahès, édition Favre, 125 pages, 12 euros



Pierre Le Ménahès, à l'émission « Paroles de Français ». (PHOTO THÈQUE ROUGE/JR)



ÉTAT ESPAGNOL

Victoire de la droite, horizon de crise majeure

Attendue, la défaite du Parti socialiste (PSOE) n'a pas été pour autant moins cinglante. Le système électoral espagnol, très éloigné de la proportionnelle, projette des images déformées... qui conditionnent tout de même fortement la réalité!

En nombre de sièges, les élections générales du 20 novembre auront vu une « victoire historique » du Parti populaire (PP), la droite conservatrice de matrice franquiste. Le PP passe de 153 députés, obtenus lors des élections de 2008, à 186 sièges, une majorité absolue écrasante. Certes, la droite a galvanisé et mobilisé son électorat traditionnel – qui entraîne indiscutablement aussi des couches populaires. Cependant, on est loin du raz-de-marée « bleu » : le PP progresse seulement d'un peu plus de 600 000 voix à l'échelle de toute l'Espagne. Non, le basculement à droite de la majorité parlementaire est dû à l'effondrement, sans appel et lourd de conséquences, du PSOE. En termes d'élus l'échec socialiste est cuisant : 169 sièges en 2008, 110 seulement en 2011. Mais c'est surtout lorsque l'on compare le nombre de voix recueillies, qu'il est possible de mesurer toute l'étendue du désastre : le PSOE vient de perdre plus de 4 millions de voix par rapport à la précédente échéance électorale ! Ainsi, la crise économique qui secoue toute l'Europe balaye un autre gouvernement. Cette fois-ci, social-libéral. Zapatero paye le prix de ses promesses non tenues et de son alignement sur les injonctions des marchés financiers et des institutions de l'Union européenne. Avec 5 millions de chômeurs, le marché immobilier ravagé et les banques soutenues par la manne d'argent public, les mesures d'austérité qui se sont succédé depuis mai 2010 (gel des pensions, réductions salariales dans la fonction publique, coupes

budgetaires, contre-réforme des retraites...) n'ont fait que provoquer la désaffection de l'électorat de gauche, tandis que le pays s'installait dans la récession et que la situation sociale se dégradait à vue d'œil. Les deux « greniers » traditionnels de voix socialistes, l'Andalousie et la Catalogne, sont passés à droite. En Catalogne, décisive dans les deux victoires de Zapatero, les socialistes sont battus par la droite nationaliste (CiU), qui arrive en tête avec un discours mêlant les appels à la souveraineté catalane en matière fiscale... à des relents populistes contre l'immigration. Au printemps, CiU avait déjà ravi aux socialistes la mairie de Barcelone, fief de la gauche depuis plus de 30 ans, après avoir conquis aussi le gouvernement régional – que détenait la gauche plurielle. La Generalitat est désormais au premier rang des attaques néolibérales contre les services publics. Izquierda Unida (IU), coalition autour du PC, fait un important bond électoral, passant de deux à onze députés, avec une progression nette de plus de 700 000 voix. Avec un discours critique et antilibéral, IU recueille une partie des voix socialistes (néanmoins, une autre partie, notable surtout à Madrid, glisse vers des options droitières). L'impact du mouvement des Indignés a favorisé également la remontée d'IU, qui apparaît ainsi comme le « vote utile » à la gauche du PSOE. La tentative de lancer un projet « vert », inspiré par l'exemple d'Europe Écologie, a fait long feu. Mais la pression du « vote utile » s'est fait également sentir parmi les

secteurs auxquels s'adressait la candidature « Anticapitalistes », promue, aux côtés d'autres forces et activistes, par l'organisation de la IV^e Internationale dans l'État espagnol. Une campagne osée, appelant à la désobéissance et ponctuée d'occupations symboliques de banques, Bourses et sièges ministériels – ce qui a coûté une inculpation judiciaire à notre tête de liste pour Barcelone, Esther Vivas¹ –, a permis cependant de populariser un programme alternatif et de réaliser une sensible percée militante. « Anticapitalistes » a rassemblé près de 25 000 voix dans les quelques provinces où la candidature a pu se présenter, surmontant les restrictions imposées par la loi électorale. Victoire, donc, d'une droite appelée à redoubler d'attaques antisociales. Pourtant, ces dernières semaines ont vu d'importantes mobilisations de l'école publique à Madrid, une grève générale des universités à Barcelone... Sur le plan électoral, Amairu, la candidature de la gauche indépendantiste basque, fait irruption avec un groupe au Parlement espagnol. De son côté, le mouvement du 15-M n'a pas dit son dernier mot. Au rythme saccadé de la crise internationale, un scénario d'intenses conflits sociaux et politiques se profile à l'horizon. La nouvelle configuration d'une gauche de combat sera, plus que jamais, à l'ordre du jour. **Lluís Rabell, le 21 novembre 2011**

1. Voir *Tout est à nous!* n° 124

PAKISTAN

Appel à la solidarité face à la répression

Une violente offensive répressive est en cours au Pakistan. Six dirigeants syndicaux ont ainsi été condamnés à un total de 490 années de prison !

Nous avons reçu un appel urgent à la solidarité. Le mouvement ouvrier et la gauche radicale sont en effet soumis à une violente offensive répressive dont témoigne la condamnation à Faisalabad de neuf dirigeants syndicaux à des peines d'emprisonnement d'au moins dix ans – six d'entre eux en totalisant même 490 ! Faisalabad, au Pendjab, est la troisième agglomération du pays, un centre industriel spécialisé dans le textile. Le LQM (Mouvement national des travailleurs) est une organisation syndicale territoriale qui organise notamment les ouvriers des métiers à tisser. Il a récemment impulsé d'importantes luttes sociales sur les conditions de travail, les salaires et le droit à une sécurité sociale. Le patronat a utilisé tous les moyens pour briser le LQM (deux cadres syndicaux ont été abattus par des hommes de main). Les dirigeants du LQM sont condamnés au nom des lois antiterroristes, souvent utilisées pour criminaliser le mouvement social et donner carte blanche à la répression. Elle vise les syndicats combattifs ainsi que la gauche radicale comme le Labour Parti Pakistan (LPP, Parti du travail), organisation sœur du NPA. Le LPP a en effet contribué au développement du mouvement ouvrier à Faisalabad et des dirigeants du LQM en sont membres. Plus au Nord, dans la province de Gilgit, d'autres militants de ce parti, dont Baba Jan, élu au comité fédéral, sont détenus. Ils avaient soutenu une population frappée par des inondations et un glissement de terrain (deux personnes avaient été tuées par la police lors d'une manifestation). Dans l'ensemble du pays, 24 membres du LPP sont actuellement incarcérés. Le pouvoir a décidé d'engager une épreuve de force pour porter un coup d'arrêt au développement d'un mouvement social combattif. L'enjeu est considérable et concerne tout le pays. Le LQM et le LPP font face, mais dans des conditions très difficiles. Ils préparent une importante mobilisation pour le 26 novembre à Faisalabad. Ils doivent organiser la défense des militants incarcérés et doivent aussi aider, le temps qu'il faudra, les familles des syndicalistes condamnés qui ont perdu l'essentiel ou la totalité de leurs revenus (le salaire des personnes détenues) et qui se retrouvent dans le plus grand des dénuements. Dans cette situation, ils ont besoin de notre solidarité. La fédération syndicale NTUF, qui collabore avec le LQM, a contacté la Fédération internationale du textile, du cuir et de l'habillement (ITGLWF), qui a déjà manifesté son soutien. La solidarité syndicale et politique doit se renforcer à l'échelle internationale – et la solidarité financière n'est pas moins importante. Une campagne de soutien est engagée avec l'appui du NPA. Les dons peuvent être envoyés via l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF).

Pierre Rousset, Danielle Sabai

Pour plus d'information, voir le site www.europe-solidaire.org
Chèques à l'ordre d'ESSF à envoyer à ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (écrire « Pakistan » au dos).

Grèce : manif du 17 novembre contre toutes les juntes

Les mobilisations en hommage aux étudiants de Polytechnique tués par la junte militaire le 17 novembre 1973 avaient cette année un caractère révélateur : alors que le très beau visage sculpté en hommage aux étudiants dans la cour de la fac est chaque année recouvert de couronnes de toutes provenances, cette année, les responsables de la misère sociale se sont prudemment abstenus. À l'image de la ministre de l'Éducation, coupable d'une loi cassant l'université et l'ouvrant aux forces de répression. Ainsi, le 17 novembre, à Salonique, les flics se sont invités sans appel du

recteur, poursuivant et gazant tout le monde sur leur passage. Même chose dans les manifestations : cette année, il n'y avait pas de panneau central de la confédération GSEE, dirigée par le Pasok. Pire : le drapeau étudiant de 1973, confisqué depuis des années par les jeunes bureaucrates du Pasok, a défilé seul, à savoir avec 200 jeunes socialistes et protégé par les flics, sans attendre la manif... et la colère populaire ! Si la mobilisation était moindre que ce que l'on attendait, au moins 50 000 personnes ont néanmoins défilé dans les rues d'Athènes, dont

une majorité de jeunes, les syndicats de base et, comme toujours à part, un cortège de 5 000 à 10 000 personnes du KKE (PC). Les principaux slogans étaient tournés contre la présence de fascistes au gouvernement, contre la junte de 1973 et l'actuelle, et la nécessaire désobéissance, qui se concrétise aujourd'hui dans une campagne contre les taxes d'habitation soudainement intégrées aux factures d'électricité, avec menace de couper le courant si on ne peut pas payer. **Andreas Sartzekis, Athènes, le 20 novembre 2011**



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

Solidarité avec les demandeurs d'asile de Dijon !

ADijon, la situation est loin d'être conforme à l'idéal d'humanité formulé par la Convention de Genève de 1951, qui fixe les règles de l'accueil des réfugiés : à l'approche de l'hiver, près de 600 demandeurs d'asile n'ont pas de toit pour vivre. Beaucoup de personnes dorment dans la rue, certains se réfugient sous le kiosque à musique de la place Wilson, dans tous les parkings souterrains, à la gare ou dans les parcs publics. Il y a une dégradation nette de l'état physique des personnes qui dorment dans la rue.

Le nombre de demandeurs d'asile a doublé depuis 2010. C'est le résultat d'abord du conflit en Libye, avec une situation particulière. L'Union européenne avait demandé à Kadhafi de servir de « filtre » pour les Africains, en les retenant chez lui. Peu importait, pour elle, que les droits de l'homme soient bafoués. Avec le conflit, les frontières ont été ouvertes et sont arrivés essentiellement des Soudanais, des Érythréens et des Somaliens, ainsi que des Sub-sahariens qui avaient transité par la Libye et parfois même y travaillaient.

Depuis janvier 2011, 1 258 personnes ont effectué leur demande d'asile à Dijon, dont 61 % d'Africains, selon les données de la Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile en Côte-d'Or (Pada), soit le double du nombre de 2010 à la même époque.

En parallèle, 21 % des demandeurs d'asile arrivent d'Europe de l'Est, 13,8 % du Caucase et de Russie... Parmi eux, 52 femmes seules et 207 enfants... C'est la préfecture de région qui doit reconnaître le statut de demandeur d'asile. Mais elle n'annonce que 64 logements supplémentaires.

Les associations locales ont organisé, le mardi 8 novembre, un cercle de silence, suivi d'une manifestation avec évidemment la participation du NPA. Nous étions 200. La délégation à la préfecture n'a rien donné. Une pétition est en cours de signature et ses organisateurs envisagent une nouvelle initiative autour du dépôt des pétitions à la préfecture. Celle-ci reste pour le moment inflexible. Le maire de Dijon, François Rebsamen, a dénoncé l'irresponsabilité du gouvernement mais a déclaré ne rien pouvoir faire, que c'était à la préfecture d'agir. Chacun se renvoie ainsi la balle.

Seul point positif, l'occupation de deux locaux vides par quelques dizaines de demandeurs d'asile, somaliens notamment, n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune tentative d'expulsion. Un appel à matelas, couvertures et vêtements a été fait pour le squatteurs. Le combat continue.

Correspondant

NUCLÉAIRE IRANIEN Région sous tension

Le régime de Téhéran est à nouveau au centre d'une crise internationale dont nul ne peut prédire l'issue.

Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), publié le 9 novembre, a mis en lumière le caractère militaire du programme nucléaire de la République islamique d'Iran. En parallèle, le gouvernement israélien a organisé des « fuites » sur une éventuelle intervention militaire contre les sites nucléaires iraniens.

La publication du rapport de l'AIEA coïncide avec un contexte régional particulièrement instable qui se double d'une crise politique durable au sommet du pouvoir iranien.

Dans la continuité du soulèvement des peuples de la région contre les régimes dictatoriaux, le pouvoir de Bashar el-Assad, allié stratégique de la mollahie, vacille. La chute du régime syrien serait un coup dur pour la République islamique. De nombreux témoignages venant de Syrie attestent de la participation d'unités des Gardiens de la Révolution à la répression.

Après avoir muselé l'opposition interne menée par Moussavi et Karoubi (candidats battus lors de la présidentielle truquée de 2009) et après avoir réprimé les contestations populaires massives, le torchon brûle entre le président Ahmadinejad et le Guide Ali Khameneï. En toile de fond, la lutte de pouvoir qui oppose les différentes factions du régime et les élections présidentielle et législatives de 2013.

La frange conservatrice religieuse incarnée par le Guide entend reprendre la main face à la clique d'Ahmadinejad. Cette nouvelle fracture traverse tout les niveaux du pouvoir et divise la direction des Gardiens de la Révolution, bras armé du régime qui contrôle le programme nucléaire.

C'est dans ce contexte qu'intervient le débat en Israël et au sein des administrations occidentales sur d'éventuelles frappes contre les infrastructures nucléaires iraniennes. Attaques informatiques, sabotages, exfiltrations de transfuges, assassinats d'experts... les services de renseignements occidentaux et israéliens mènent déjà une guerre secrète contre le programme nucléaire iranien. Dernier acte en date, la violente explosion qui a fait au moins dix-sept morts et de nombreux blessés, samedi 12 novembre, sur une base militaire des Gardiens de la Révolution à Bidganeh, au sud-ouest de Téhéran. Cet attentat a coûté la vie à un général des pasdarans, à l'origine du programme balistique iranien. Le véritable danger vient de Tel Aviv, seule puissance nucléaire de la région et qui entend conserver ce monopole. Ce n'est pas la première fois que les dirigeants israéliens brandissent la menace d'une intervention



militaire contre l'Iran, mais jamais dans de telles proportions. Bien que l'ensemble des experts estiment que le bombardement des sites nucléaires iraniens ne fera que retarder de quatre ans au plus le programme de Téhéran, on ne peut exclure une action militaire dans les mois à venir.

En effet, les leaders israéliens Netanyahu, Ehoud Barak et Moshe Yaalon sont confrontés, entre autres, à la crise sociale et à une contestation qui reflète notamment le mouvement des indignés. L'État d'Israël accentue les tensions régionales pour mieux cadenasser la contestation sociale interne qui mine le consensus nationaliste-sioniste. Contre l'avis de leur état-major et des services de renseignements occidentaux, Netanyahu et consorts pensent avoir une « fenêtre de tir ». Ils comptent convaincre leurs parrains états-unis d'intervenir contre l'Iran ou de les soutenir activement. Une position qui se nourrit de la faiblesse d'Obama qui, à un an des présidentielles, peine à dicter ses conditions. Position renforcée par l'expédition impérialiste en Libye destinée à se débarrasser de Kadhafi pour installer un pouvoir plus conciliant. Cette politique entend profiter des soulèvements populaires légitimes contre les dictatures pour reconfigurer la région au profit des grandes puissances impérialistes et enrayer la dynamique émancipatrice du printemps arabe.

À l'aube d'une nouvelle guerre ?

En ce qui concerne l'Iran, un tel scénario exige qu'au sein de la direction de la République islamique et des Gardiens de la Révolution se dégage une faction disponible. À cette étape, et cela ne présage pas de l'avenir, ce pari est pour le moins hasardeux.

Une agression militaire contre la République

islamique comporte des risques immenses, d'où l'opposition des chancelleries occidentales et de la Maison-Blanche. Téhéran a une capacité de riposte directe et indirecte importante et ne restera pas sans réagir. Cela mènera à une conflagration régionale. Enfin, à l'heure où les puissances impérialistes engagent leur retrait d'Irak et d'Afghanistan, une guerre d'occupation est exclue.

Toute action militaire contre l'Iran provoquera un réflexe nationaliste et anti-impérialiste massif. Des conservateurs aux « réformateurs », toutes les factions de la République Islamique soutiennent le programme nucléaire. Une intervention militaire ne ferait que ressouder un régime profondément divisé. La République islamique en sortirait renforcée et le peu d'espace conquis par les luttes populaires se refermerait aussitôt.

Les conflits au sommet, le peu de légitimité d'Ahmadinejad, les affaires de corruption qui touchent les arcanes du pouvoir, le discrédit qui frappe le Guide (lui qui a soutenu Ahmadinejad lors de sa réélection et de la répression qui s'en est suivie), la crise sociale et économique... accentuent la crise de régime et libèrent des espaces pour l'expression de la contestation sociale. Cela se traduit par de nombreuses grèves ouvrières, des luttes locales, des mobilisations des femmes, de la jeunesse étudiante ou des acteurs culturels... Les voies du renversement de la République islamique se situent dans l'activité sociale. Plus que jamais, nous devons articuler une campagne internationale de solidarité avec les peuples d'Iran en lutte contre la République islamique et construire un large front d'opposition à une intervention impérialiste qui serait un désastre pour les peuples de la région.

Babak Kia

M-Real : expropriation, vite !

Après plus d'un mois, la quasi-totalité du personnel de M-Real, à Alizay (Eure), s'est prononcée pour le déblocage du site et un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui prévoit certes des conditions qui pourraient paraître satisfaisantes, mais surtout les premiers départs en avril 2012.

C'est qu'il arrive un moment où il faut, comme lors du long combat pour l'unité de pâte à papier en 2010, mener la lutte pour le meilleur PSE possible de front avec le combat contre la fermeture. Une course contre la montre. Du dépôt massif de plaintes pour harcèlement moral contre le PDG à l'audience à l'Élysée, en passant par une procédure au plan européen pour entente illicite entre groupes papetiers, tout est mis en œuvre pour forcer la maison mère, la coopérative forestière finlandaise Metsälitto, à vendre à l'un des trois candidats. Mais là, on bute sur le droit de propriété, et ces interlocuteurs se révèlent surtout prodigues en belles paroles, même si les mots « scandale » et « inacceptable » fleurissent.

La communauté de communes (de droite) a bien suivi le maire PCF d'Alizay et voté unanimement en faveur de « l'expropriation pour cause d'utilité publique » pour permettre la reprise par l'un des prétendants. Mais elle n'est appuyée ni par le conseil général et la Région, de gauche, ni bien sûr par l'État. C'est la foire aux hypocrites : ce serait « mal fondé en droit, trop long, trop coûteux... » Manifestement, pour ces gens-là, le droit à une existence digne pour 650 familles ne relève pas de l'utilité publique. Bien respectueux de l'ordre capitaliste, ils sont tout juste capables de pressions indirectes dont on peut mesurer l'inefficacité.

Le « travail » a donc repris le 18 novembre. En levant le blocus, les travailleurs ont libéré le stock de papier, mais les machines et les équipements ne bougeront pas sans l'accord du comité d'entreprise (CE). Trois éléments ont fait pencher la balance : la direction n'aurait pas continué à payer les grévistes plus longtemps, l'obtention d'une prime de 3 000 euros brut – la moitié versée avant la reprise – avec, fait notable, 1 500 euros

pour les 43 salariéEs UPS de la logistique externalisée, qui ont été de tous les coups, et la conviction de ne pas pouvoir peser plus lourd dans la balance en continuant, forcément moins nombreux et divisés. Or, après la journée « redémarrage » et son formidable écho populaire et médiatique, après de multiples actions spectaculaires seuls ou en lien avec des boîtes de la région rouennaise, le verrou n'a pas encore sauté : Metsälitto refuse toujours de vendre.

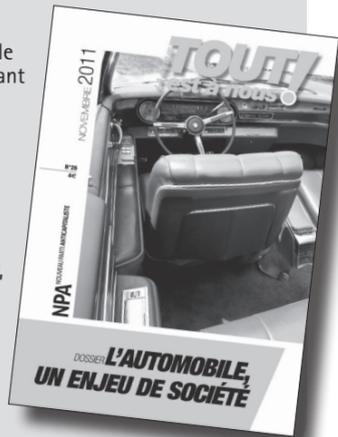
Vite, la mobilisation doit reprendre comme avant la grève : avec le collectif unitaire, par des actions impliquant essentiellement les équipes de factionnaires en repos, pour mettre le doigt sur ce scandale social : c'est justement parce que l'usine peut vivre avec tous ses emplois que Metsälitto ne veut pas la vendre. Car comme ses « concurrents » Stora Enso ou UPM, ils ferment des usines pour faire monter les prix. On peut encore leur faire mal en s'en prenant à leur image, eux qui tiennent tant à afficher leur « éthique »...

CorrespondantEs

LE N°26 DE TOUT EST À NOUS!
LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur l'automobile, six questions réponses sur la dette publique, un débat sur les Indignés israéliens... et bien d'autres articles encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.





Sevelnord : « Attention Varin, les ch'tis y lâchent rien ! »

« Stop à l'austérité, priorité à l'emploi ! », « Ouvriers révoltés, c'est pas à nous de payer ! », ce samedi 19 novembre, nous étions 1500 à battre le pavé à Valenciennes pour le maintien du site de Sevelnord et pour l'emploi. Appelée par les sections syndicales de l'entreprise (CGT, SPI, CGC), l'USTM-CGT, Solidaires, FO et la FSU, la manifestation a réuni des salariéEs de la filière automobile (Toyota, UMV, Mercedes...), une délégation du site d'Aulnay également menacé de fermeture, des salariéEs de la métallurgie mais aussi des familles, des enseignantEs et des éluEs du secteur. La veille, Varin, le PDG du groupe PSA, indiquait que les deux sites de Vigo en Espagne et de Sevelnord-Hordain n'étaient pas viables économiquement pour fabriquer le nouvel utilitaire (le « K-zéro ») à moins de trouver un nouveau partenaire après le désengagement de Fiat à l'horizon 2017, hypothèse pour le moins improbable au moment où le groupe restructure et délocalise à tour de bras avec des milliers de suppressions de postes. 2 500 emplois sur le site sont directement menacés et 11 000 salariéEs touchés avec les sous-traitants. Un nouveau désastre en perspective pour la région et la vie de milliers de travailleurEs et de leurs familles alors que dans le même temps PSA annonce bénéficier de 11 milliards d'euros de « sécurité financière » et a augmenté de 30% ses bénéfices pour le seul premier semestre 2011. Parce qu'il n'y a rien à attendre de toutes leurs cellules de « suivi et anticipation » mises en place par la préfecture, c'est un plan de résistance qu'il faut élaborer pour organiser tous ensemble la contre-offensive et imposer des mesures claires, à commencer par l'interdiction des licenciements, le maintien de tous les sites et le partage du travail entre tous en prenant sur les profits.

Journées « d'Égal à Égales » à Angers : une initiative réussie !

36 ans après la loi Veil pour l'interruption volontaire de grossesse, les femmes qui souhaitent avorter doivent encore affronter de nombreuses difficultés. C'est pourquoi, plusieurs organisations, Attac, Collectif Émancipation, Planning familial 49, Quazar (Centre lesbien, gay, bi, trans d'Angers), LDH, AL, NPA, PG, ÉELV, FSU, Solidaires, avaient décidé, à l'initiative du collectif local d'Alternative libertaire, de se constituer en collectif de travail pour organiser un week-end féministe. Les premières réunions de ce collectif angevin permirent de valider la nécessité de réactiver les luttes pour le droit à l'avortement en particulier et pour la cause féministe en général. En effet, les attaques contre les droits fondamentaux se font de plus en plus fréquentes. Le service public hospitalier et le Planning familial pâtissent de la compression des dépenses publiques. Le climat politique général de banalisation de la pensée rétrograde et haineuse est peu propice aux mesures d'émancipation féministe. Il faut d'urgence se mobiliser afin d'inverser la vapeur ! Le Festival « d'Égal à Égales » qui

comportait aussi des projections de films féministes à la faculté de lettres et dans deux quartiers d'Angers, a été inauguré formellement le vendredi 18 novembre, salle Thiers-Boisnet, par un grand débat avec Annick Coupé (Solidaires), Irène Perreira (sociologue) et Christine Bard (historienne du féminisme) devant plus de 200 personnes. Il s'est poursuivi au même lieu le lendemain, avec quatre tables rondes sur l'IVG, l'homoparentalité, l'antipatriarcat et les violences faites aux femmes, qui ont rassemblé chacune entre 30 et 60 personnes selon les moments. Il a été ponctué samedi après-midi par une manifestation publique en centre-ville qui a rassemblé environ 300 personnes. À l'échelle d'Angers et sur ce sujet, cet événement porté depuis plus de six mois par une petite équipe de militantEs est un vrai succès. Les organisations du collectif doivent se rencontrer prochainement pour tirer le bilan de cette initiative et décider des suites à lui donner.

PSA : malgré les mensonges, les licenciements continuent.

Après avoir démenti le plan de fermetures de sites dévoilé par la CGT cet été, la direction du groupe PSA continue sa communication d'enfumage. Lors du comité central d'entreprise de la semaine dernière, la direction a prétendu qu'il n'y aurait pas de licenciement, pas de baisse d'activité. Sarkozy, dans une nouvelle mascarade médiatique après celle montée par la « convocation » du PDG de Renault Carl Goshn, « sommé » de recentrer Renault sur la France est venu à l'appui de ces mensonges en confirmant qu'il n'y aurait pas de plan social chez PSA. Les 2 000 salariéEs seraient reclassés dans le groupe ou chez des prestataires et les dépenses de recherche développées. Mais dès le lendemain, PSA poursuivait ses annonces avec la fermeture de deux sites de deux-roues dans l'est de la France puis la cession de sa filiale de location de véhicules Citer. Aux États-Unis, la restructuration du secteur automobile a fait chuter l'emploi dans la branche de 1,3 million à 650 000 en dix ans, de 2000 à 2009. C'est à cette logique que le secteur est confronté aujourd'hui en France et en Europe. C'est cette logique qui, des Fonderies du Poitou avec Renault, ou d'Honeywell avec PSA, supprime des milliers d'emplois. En liquidant les postes de travail des intérimaires, des salariéEs en contrat précaires, des prestataires, les grands groupes, main dans la main avec les gouvernements, essaient d'éviter l'explosion sociale. Les résistances des salariéEs et de la population d'Aulnay, d'Ingrandes, de Valenciennes, de Condé-sur-Noireau ouvrent cette voie.

Postiers de l'Aveyron : deuxième semaine de grève pour l'emploi. Depuis lundi

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr



14 novembre, deux bureaux de distribution du courrier sont en grève en durée indéterminée pour sauver leurs emplois, préserver la qualité du service public postal et leurs conditions de travail. Ils défendent ainsi dix emplois à Millau et sept et demi à Decazeville. Grévistes, élus, usagers, présents tous les jours, soutenus par les syndicats et les unions locales CGT constatent le blocage par lequel La Poste laisse s'enliser le conflit, privant les territoires de tout courrier et mettant en péril l'activité économique. Le 18 novembre, 33 grévistes ont été

assignés en justice pour entrave à la liberté du travail et de circulation des non-grévistes. Vendredi à Decazeville, 700 usagers et 500, samedi à Millau, sont venus exprimer leur soutien. Ils ont décidé de créer un Collectif citoyen d'usagers pour la défense du service public de la poste.
Solidarité financière : CGT FAPT, 50 rue Raynal BP-826 12008 Rodez Cedex.
Chèque à l'ordre de « CGT Fapt 12 solidarité gréviste ».

Décès d'une militante. Danielle Mitterrand est décédée le 22 novembre.

Elle fut une militante toute sa vie, y compris lorsqu'elle était selon la terminologie officielle « la première dame de France ». Résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, toute sa vie elle s'impliqua, avec sa fondation France Libertés, dans la défense des droits de l'homme, des droits des peuples et n'hésita pas à s'engager en faveur des minorités opprimées, à nouer des contacts avec le sous-commandant Marcos, figure emblématique de la révolte des zapatistes, à soutenir le mouvement altermondialiste.

NO COMMENT

Je ne plierai pas devant les Khmers verts.

GÉRARD COLLOMB, SÉNATEUR MAIRE PS DE LYON SUR L'ACCORD AVEC ÉELV.
LE PARISIEN, 22 NOVEMBRE.

SOUSCRIPTION 2011, PAS D'ÉCRAN PLAT POUR LE NPA

SOUSCRIVONS PAR EN BAS : YOU ARE 30% !

Le NPA est un parti financièrement indépendant et compte le rester. En dehors des frais relatifs aux élections que nous maintenons dans les limites de notre dotation d'État, notre parti ne vit que de ses cotisations... et des dons provenant de ses militantEs et sympathisantEs. L'argent d'en bas pour les permanentEs, les transports, les locations de matériel et de salles, la presse, les affiches, les tracts, etc. L'argent d'en haut pour les élections. Maintenir ce cloisonnement est un principe politique. Un seul chiffre : 30%. C'est ce que représentera la souscription dans le budget 2011. La souscription est donc vitale pour notre organisation. Ni plus ni moins.

TAPADIBAL ?

En donnant au NPA, vous ne pourrez pas offrir une boîte de Pyrénéens à cet aïeul lointain que vous ne voyez qu'une fois par an autour de la dinde. Mais nonobstant ses opinions politiques, pourra-t-il vous en vouloir, ne serait-ce que d'un point de vue strictement gustatif ? L'objectif est cette année de 350 000 euros. Cela représente un peu moins de 100 euros à collecter par camarade. Obtenez deux dons de 45 euros, la déduction fiscale opérée, les deux heureux donataires impossibles n'auront finalement déboursé que 15 euros chacun !

NOËL SANS SOUSCRIPTION = PÂQUES À LA RATION ?

La crise est là. Nous n'avons encore rien vu. Les capitalistes non plus. Vous êtes fauchés, nous aussi. Mais chaque euro donné se valorisera dans une lutte menée. Refusons leurs austères rations de survie. C'est à leur ceinture d'éclater, les obèses du papier monnaie, pas à la nôtre de se serrer. Une montre de Julien Dray, c'est une réunion de la direction nationale. Une escapade en Tunisie de MAM, c'est un grand meeting national. Les rétrocommissions pakistanaises, c'est la rente à vie du NPA. En attendant de récupérer ce qui nous appartient, socialisons ce que nous avons. Donner au NPA, ce n'est pas adhérer au NPA : c'est investir dans les luttes.

DÉFOLIONS WALL STREET !

Le NPA n'a ni dettes, ni actifs toxiques, ni prises de position sans couverture. Pour autant, la révolution n'est pas un placement en Sicav : c'est un pari. De la dette illégitime, le NPA refuse donc tout remboursement. De position, le NPA en prend donc pour un grand secteur public bancaire sous contrôle des salariéEs et usagerEs. Et de toxicité, si nous en sommes coupables, c'est bien à l'endroit de l'homme aux écus. L'automne, les feuilles tombent. Attisons l'hiver du vieux monde. Soyons l'agent vert de la bourgeoisie.

Syl20

Pour souscrire, remplissez et renvoyez-nous le coupon ci-dessous, ou rendez-vous sur le site du NPA, www.npa2009.org/souscription, c'est facile, rapide et sans risques...

SOUSCRIPTION 2011

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -